

L'intégration de la biodiversité et du développement

Conseils et tâches à effectuer tirés de l'expérience africaine



Souhaitez-vous intégrer les préoccupations touchant à la biodiversité dans les politiques et la planification dans le domaine du développement ? Prenez-vous part à la planification du développement à l'échelle nationale ou sectorielle et voulez-vous mettre en relief la contribution qu'apporte la biodiversité au développement économique et social, en plus de définir des manières d'améliorer cette contribution ?

Ou peut-être souhaitez-vous intégrer les préoccupations touchant au développement dans les politiques et la planification dans le domaine de la biodiversité ? Êtes-vous chargé(e) d'élaborer ou de réviser une Stratégie et plan d'action nationaux sur la biodiversité (NBSAP) et voulez-vous veiller à ce qu'ils soutiennent véritablement la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale ?

Dans les deux cas, ces conseils vous sont destinés. Ils ont pour objectif d'aider les gens à :

- Mieux utiliser l'opportunité que constitue la révision des NBSAP
- Comprendre le processus d'intégration — de la biodiversité dans le développement et du développement dans la biodiversité — et à découvrir des outils et approches utiles
- Acquérir l'aptitude et les compétences requises pour sélectionner, assembler, analyser et présenter des données convaincantes sur les liens entre la biodiversité et les priorités nationales en matière de développement
- Mettre au point une stratégie de communication.

Que contient ce guide ?

L'intégration de la biodiversité présente de nombreux points de départ en fonction du contexte national. C'est pourquoi le présent guide n'entend pas être un plan directeur ni une série d'étapes séquentielles, mais fournit plutôt une vue d'ensemble de l'intégration et des tâches associées ; il traite des aspects suivants :

- L'incorporation des priorités en matière de développement dans les NBSAP — section 2
- L'utilisation des NBSAP comme instrument permettant d'incorporer les priorités relatives à la biodiversité dans les politiques et la planification nationales en matière de développement — section 3
- La création de changements systémiques à long terme par le biais de la mise en œuvre — section 4
- Les activités essentielles tout au long du processus d'intégration — section 5.

Comment ce guide a-t-il été produit ?

La base des conseils proposés par ce guide est l'expérience conjuguée du Groupe de leadership africain (ALG) du projet NBSAP 2.0. Intégration de la biodiversité et du développement, facilité par l'IIED et le PNUE-WCMC sous la direction de Steve Bass. Le guide a été rédigé par les partenaires chargés de la mise en œuvre du projet, dont Dilys Roe, Steve Bass et Rosalind Goodrich de l'IIED, Abisha Mapendembe et John Tayleur du PNUE-WCMC, et la consultante Julie Thomas.

Nous tenons par ailleurs à remercier ceux qui ont pris part à l'examen des conseils, en particulier Alex Forbes (PEI du PNUD-PNUE), Nadine Saad et Arnaud Comolet (CDB), du comité consultatif du projet.

Le projet NBSAP 2.0 a élaboré des supports et des outils qui pourront vous aider à mener l'intégration et qui se trouvent ici : www.iied.org/nbsaps

Nous sommes toujours intéressés par le retour des lecteurs et serons heureux de recevoir des commentaires et exemples d'autres approches dont vous avez observé l'efficacité. Veuillez envoyer vos contributions à Dilys Roe : dilys.roe@iied.org ou John Tayleur : John.Tayleur@unep-wcmc.org

Table des matières

Le Groupe de leadership africain	2
1 L'intégration de la biodiversité	3
En quoi consiste l'intégration de la biodiversité ?	3
Les éléments de l'intégration réciproque de la biodiversité	4
2 L'incorporation des priorités de développement dans les NBSAP	5
Abordez votre NBSAP en tenant compte de l'intégration	5
Faites intervenir des parties prenantes issues des secteurs économiques clés et du domaine de la planification du développement	7
Réunissez les données factuelles	9
Identifiez une vision, des résultats souhaitables et des indicateurs de réussite communs	15
Examinez le degré d'efficacité du NBSAP en tant qu'instrument permettant de mettre en œuvre l'intégration de la biodiversité	19
3 L'incorporation des priorités touchant à la biodiversité dans les Plans nationaux de développement, les stratégies sectorielles et les plans infranationaux	20
Établissez ou actualisez votre groupe chargé de l'intégration de la biodiversité et évaluez la situation de l'intégration de la biodiversité	20
Identifiez les politiques, plans et budgets qui doivent être modifiés pour soutenir la biodiversité	21
Comprenez l'économie politique de la biodiversité et de la planification du développement et la formulation de politiques	23
Sélectionnez des outils et approches appropriés pour votre contexte	28
Élaborez un « argumentaire » en faveur de la biodiversité	30
Élaborez un plan d'action pour l'intégration	32
4 La création de changements systémiques à long terme grâce à la mise en œuvre	33
Influencez les processus de budgétisation	33
Intégrez les indicateurs biodiversité-développement dans les systèmes nationaux de suivi	35
Soutenez des initiatives qui font preuve de résultats tangibles en matière de biodiversité et de développement	37
5 Les activités essentielles tout au long du processus d'intégration	39
Communication	39
Mobilisation et développement des capacités	42
Suivi et évaluation du succès de l'intégration pour en assurer l'amélioration continue	45
6 Références	47

Le Groupe de leadership africain

Le Groupe de leadership africain (ALG) est un organisme fluide dont les membres changent au fil du temps en fonction des rôles en évolution de chacun. Il englobe des représentants des pouvoirs publics (en général des membres du personnel du gouvernement chargés de diriger la révision des NBSAP et des experts techniques en intégration) des quatre pays de projet NBSAP (Botswana, Namibie, Seychelles et Ouganda). Il englobe également des membres indépendants venus des quatre coins de l'Afrique qui peuvent proposer des connaissances techniques spécialisées et une expérience en intégration. Le rôle du groupe consiste à apporter un soutien et un leadership sur différents aspects du lien entre la biodiversité et la pauvreté et sur l'intégration de la pauvreté. Au fil des trois ans (2012 — 2015) du projet NBSAP 2.0, le groupe a inclus les personnes suivantes :

Dineo Gaborekwe	Botswana
Baboloki Autlwetse	Botswana
Felix Monggae	Botswana
Muyeye Chambwera	Botswana
Jonathan Davies	Libéria
Monipher Musasa	Malawi
Jonas Jacob Nghishidi	Namibie
Samson Mulonga	Namibie
Kauna Schroder	Namibie
Brian Thomas Benney Jones	Namibie
Juliane Zeidler,	Namibie
Denis Matatiken	Seychelles
Anniké Faure	Seychelles
Patrick Course	Seychelles
Shama Blaga	Seychelles
Marie-May Jeremie	Seychelles
Fulufhelo Mukhadi	Afrique du Sud
Phoebe Barnard	Afrique du Sud
Ronald Kaggwa	Ouganda
Monique Akullo	Ouganda
Evelyn Lutalo	Ouganda
Francis Ogwal	Ouganda
Angella Rwabutomize	Ouganda
Ignatius Makumba	Zambie
James Murombedzi	Sénégal/Zimbabwe
Chipangura Chirara	Zimbabwe

Nous tenons à remercier l'ALG de ses contributions au présent guide et de sa bonne disposition à faire part de ses expériences de l'intégration de la biodiversité.

1. L'intégration de la biodiversité

« La biodiversité est importante pour le développement économique. La conservation de la biodiversité devrait être un moteur de réduction de la pauvreté et contribuer à la croissance nationale. Les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité doivent correspondre aux objectifs de développement nationaux et devenir un outil permettant d'intégrer les préoccupations relatives à la biodiversité dans tous les secteurs. »

M. Teofilus Nghitila, Commissaire à l'environnement,
ministère de l'Environnement et du Tourisme (MET), Namibie

En quoi consiste l'intégration de la biodiversité ?

L'intégration de la biodiversité ne se limite pas à l'application de « sauvegardes » pour veiller à ce que les processus de développement ne nuisent pas à la biodiversité. Elle consiste principalement à reconnaître le potentiel de la biodiversité pour obtenir des résultats désirables sur le plan du développement. Il s'agit d'un processus complexe, à long terme et itératif qui suppose l'intégration des préoccupations relatives à la biodiversité dans les plans, politiques et budgets nationaux, locaux et sectoriels, puis le soutien à la mise en œuvre. Elle requiert un travail avec une variété de parties prenantes — pouvoirs publics, secteur privé, organisations de la société civile (OSC), organisations non gouvernementales (ONG), personnalités politiques, grand public, communautés, médias et milieu universitaire — afin de créer des changements sur le plan des valeurs, des attitudes, des connaissances, des politiques, des procédures et des comportements concernant la biodiversité. Il s'agit tant d'une question politique nécessitant un processus de changements institutionnels que d'une question technique.

Le Groupe de leadership africain (ALG) du projet NBSAP 2.0 a élaboré une définition de l'intégration qui met en relief des résultats sur deux fronts, la biodiversité et le développement, comme suit :

« L'incorporation des préoccupations touchant à la biodiversité dans des secteurs et des objectifs de développement définis, au travers d'une variété d'approches et de mécanismes, de façon à atteindre des résultats à la fois sur le front de la biodiversité et du développement. »

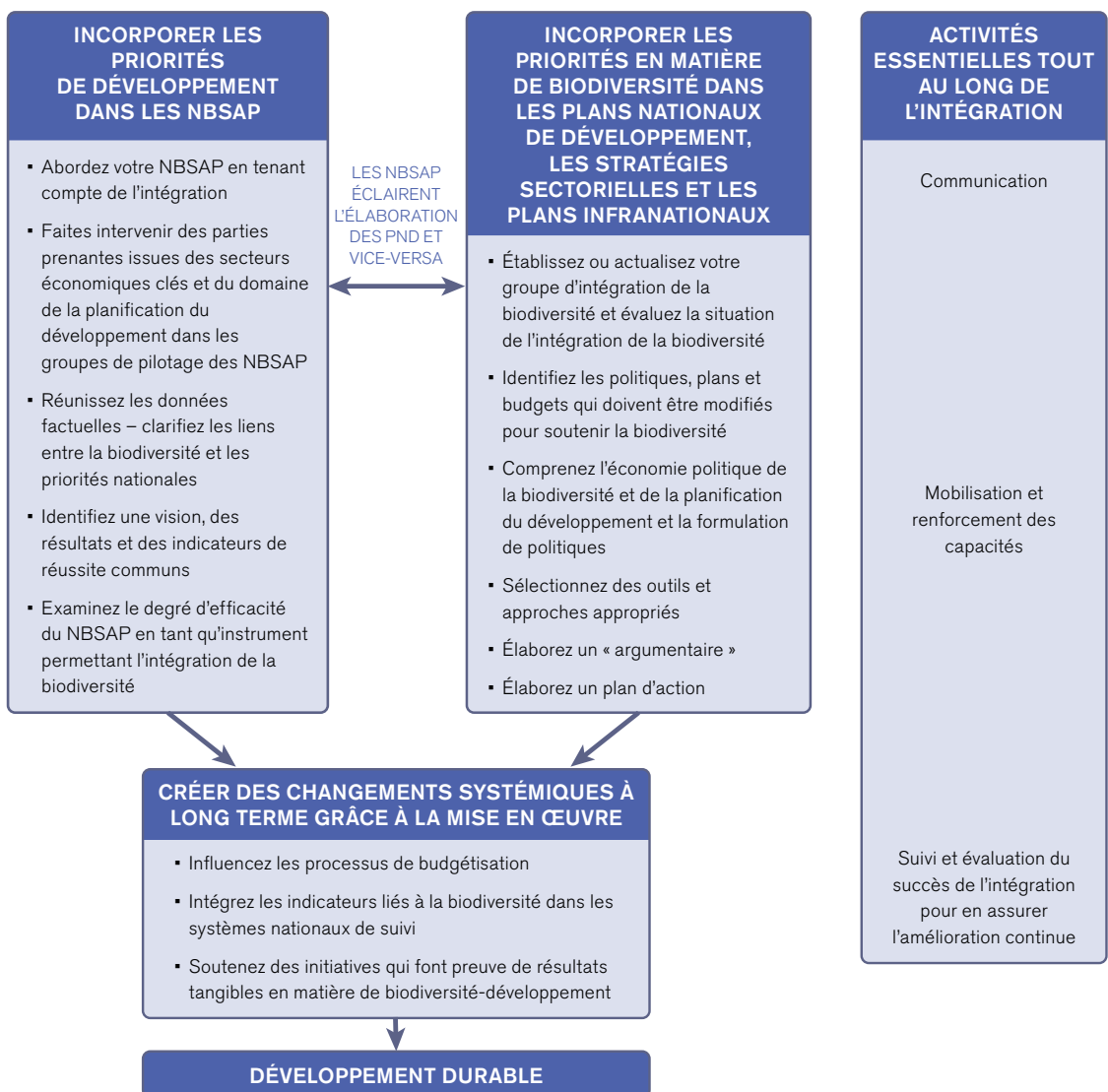
Déclaration de Maun 2013

Les conseils présentés dans ce guide prennent cette définition comme point de départ et reconnaissent que l'intégration de la biodiversité n'est pas un effort unilatéral visant à incorporer les préoccupations touchant à la biodiversité dans les politiques publiques de développement, mais qu'elle suppose également l'incorporation des priorités de développement dans des stratégies de biodiversité — une approche que nous appelons **l'intégration réciproque de la biodiversité**. Cette approche part du principe que la biodiversité et le développement sont interdépendants ; leurs défis et leurs solutions sont reliés, si bien que, pour parvenir aux deux objectifs de manière durable, il faut assurer une intégration dans les deux sens. À long terme, la biodiversité sera cruciale pour atteindre les objectifs de développement, tout comme le développement économique et la réduction de la pauvreté seront cruciaux pour atteindre les objectifs ayant trait à la biodiversité.

Les éléments de l'intégration réciproque de la biodiversité

Le processus d'intégration réciproque de la biodiversité fait intervenir un certain nombre d'éléments et tâches itératifs (Figure 1). L'ordre dans lequel vous entreprendrez ces éléments dépendra du contexte national ou sectoriel. À tout moment, l'opportunité d'intégration est susceptible de fonctionner dans une direction. Par exemple, lors de la révision de votre NBSAP, vous avez la possibilité d'y incorporer les priorités de développement. De même, lors de l'élaboration ou de la révision des Plans nationaux de développement (PND), il y aura des occasions d'incorporer les priorités relatives à la biodiversité. Si les deux plans sont en place, l'accent sera mis sur la mise en œuvre de ces politiques et plans pour atteindre des résultats touchant à la fois à la biodiversité et au développement. La communication, le renforcement des capacités et un suivi et une évaluation réguliers garantiront que le processus reste adaptatif et pertinent.

Figure 1. Les éléments de l'intégration réciproque de la biodiversité



2. L'incorporation des priorités de développement dans les NBSAP

Si vous commencez la révision de votre NBSAP, les tâches suivantes vous aideront à incorporer les priorités touchant au développement. Si votre NBSAP révisé est d'ores et déjà en place et si vous souhaitez commencer à l'utiliser pour influencer les politiques de développement, la section 3 pourrait se révéler constituer un point de départ plus approprié.

Abordez votre NBSAP en tenant compte de l'intégration

Les personnes chargées d'élaborer ou de réviser un NBSAP devraient reconnaître dès le début que tant l'élaboration/la révision du NBSAP que sa mise en œuvre comportent des occasions d'intégration. La responsabilité de ces tâches peut incomber à une personne ou à un groupe et, le plus souvent, elle incombe à un ministère environnemental. Parfois, c'est une ONG, une OSC, une organisation communautaire, voire un consultant privé, qui en sont chargés.

Dans tous les cas, il faut pouvoir compter sur le leadership et la motivation requis pour saisir l'occasion de mener un processus vraiment participatif et ouvert à différentes parties prenantes et à leurs points de vue. Le processus idéal serait capable de motiver et d'obtenir le soutien de différents ministères, secteurs, responsables politiques, activistes et autres parties prenantes pertinentes pour une intégration réussie.

Bien que l'intégration soit exigée par la CDB et autres engagements mondiaux, elle peut également être stimulée par l'occasion d'exploiter des opportunités inattendues, comme des changements politiques, ou bien en réaction positive à des événements imprévus comme les catastrophes naturelles.

Dès le début du processus de révision, il est utile de mener une analyse des progrès qui ont été effectués à ce jour en matière d'intégration, en faisant l'inventaire d'initiatives actuelles et passées, et en identifiant les parties prenantes potentielles qui doivent maintenant être impliquées. Le projet NBSAP 2.0 a mis au point un outil de diagnostic rapide qui peut faciliter cette tâche. Cette analyse peut être utilisée pour éclairer les tâches faisant partie de la révision que sont l'inventaire, l'évaluation et la mobilisation des parties prenantes et, de façon plus générale, pour examiner les progrès sur le plan des changements de politiques.

NB : Toutes les informations recueillies grâce au diagnostic ne seront pas forcément présentées dans un NBSAP. Par exemple, les informations sur les normes et pratiques que l'intégration cherche à influencer peuvent être sensibles et n'ont pas à y figurer.

1 La Décision X-2 de la COP 10 de la CDB exhorte les Parties à réviser et à actualiser leurs NBSAP respectifs conformément au Plan stratégique et à « ... utiliser les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique comme instruments efficaces pour intégrer les objectifs relatifs à la diversité biologique dans les politiques et stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté ... ». La Décision X/6 reconnaît « l'urgente nécessité d'améliorer les capacités d'intégrer les trois objectifs de la Convention dans les stratégies et plans d'élimination de la pauvreté (par exemple, dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, plans nationaux de développement) et les processus de développement... ».

Poser les fondations de l'intégration – l'histoire de l'Ouganda

Le NBSAP révisé de l'Ouganda traite des besoins et problèmes touchant au développement de manière beaucoup plus robuste que son prédécesseur. Sa révision a suscité l'établissement de quatre groupes de travail thématiques (TWG – thematic working groups), notamment un portant spécifiquement sur « la biodiversité pour le développement, la création de richesses et la transformation socio-économique ». Des ministères gouvernementaux, des OSC, des ONG, des organismes universitaires, des communautés locales autochtones et le secteur privé étaient représentés au sein du TWG. Le Point focal national (PFN) de la CDB a supervisé le processus de révision et chargé chaque TWG de préparer un document thématique et des cibles nationales en matière de biodiversité qui non seulement s'alignent sur les cibles d'Aichi dans le Plan stratégique de la CDB pour la diversité biologique 2011-2020, mais qui contribuent aussi aux objectifs nationaux de développement de l'Ouganda, tels que précisés dans sa Vision 2040 et son PND. Le PFN a remis un cahier des charges clair aux TWGs pour mener cette tâche et chaque TWG a examiné et affiné son cahier des charges. La version finale de ce dernier englobait un ensemble de principes directeurs visant à garantir que le NBSAP révisé :

- Souligne et maintienne la contribution de la biodiversité et des services écosystémiques au bien-être humain, à l'éradication de la pauvreté et au développement national
- Englobe des mesures visant à maintenir la biodiversité dans les politiques et programmes sectoriels et transsectoriels.

En adoptant cette approche, on a veillé à ce que les liens entre les résultats en matière de diversité et les objectifs nationaux de développement restent au cœur même du processus de révision.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Les groupes thématiques qui réduisent l'écart entre la biodiversité et le développement et englobent de nombreux types de parties prenantes peuvent faciliter la compréhension et une formulation plus claire des liens avec d'autres secteurs et objectifs nationaux de développement.

Les cahiers des charges et les principes directeurs de la révision des NBSAP devraient exiger que les liens entre la biodiversité et le développement national, local et sectoriel, et particulièrement les politiques et plans de développement, soient identifiés et que des cibles soient convenues pour se pencher sur ces liens.

RESSOURCES

IIED et PNUE-WCMC (2012) Outil de diagnostic rapide : Intégration de la biodiversité – Comment intégrer biodiversité, développement et réduction de la pauvreté : pubs.iied.org/G03694

Objectifs d'Aichi, Plan stratégique pour la diversité biologique de la CDB, 2011-2020 : www.cbd.int/sp/targets/

Faites intervenir des parties prenantes issues des secteurs économiques clés et du domaine de la planification du développement

En général, un comité de pilotage et un groupe de travail thématique seront mis en place pour superviser le processus de révision des NBSAP. Il devrait englober toutes les parties prenantes clés faisant partie du secteur de l'environnement pour veiller à ce que les différents acteurs de ce secteur soient alignés et s'expriment d'une seule voix durant la mise en œuvre. Mais il doit également englober les secteurs économiques liés à la biodiversité et le secteur de la planification du développement. Vous envisagerez des parties prenantes issues des secteurs suivants : développement, planification nationale, finance, agriculture, exploitation minière, foresterie, énergie, tourisme, eau et pêche. Vous pouvez choisir ces personnes dans le parlement et les organes élus, le secteur privé, la société civile ou le milieu universitaire, mais il est essentiel que des représentants des pouvoirs publics interviennent.

Investissez du temps dans la cartographie des entités pour lesquelles les résultats des NBSAP revêtent un réel intérêt (voir la section 3, page 25). Identifiez les personnes qui sont chargées de tâches pertinentes, exercent une influence, travaillent d'arrache-pied et prendront l'initiative. Utilisez toutes ces informations pour constituer l'équipe idéale.

Votre tâche finale consiste à vous assurer le soutien de ces personnes. Elles devront générer un engagement en faveur du processus du NBSAP au sein même de leurs institutions respectives grâce à des tactiques pertinentes. Par exemple, l'Ouganda a réussi à avertir les parties prenantes du processus de nomination avant qu'il ne soit annoncé. Tentez de veiller à ce que les champions clés au sein des autres ministères soient des personnes plus susceptibles de rester à leur poste.

Plusieurs pays se sont d'ores et déjà aperçu qu'il peut se révéler difficile de s'assurer le soutien de représentants de secteurs ne touchant pas à la biodiversité. Vous devrez souvent recueillir des données factuelles convaincantes pour aider les autres ministères à comprendre pourquoi ils devraient participer (voir plus loin dans cette section, page 9 et section 3, page 20). Les résultats du diagnostic rapide peuvent parfois contribuer à présenter les arguments requis, mais, souvent, il faut mener un travail plus approfondi. Le processus consistant à faire participer les parties prenantes doit généralement être itératif et demandera une gestion minutieuse.

Cela peut se révéler être un processus demandant beaucoup de temps, mais, à long terme, l'effort fourni pour mobiliser les parties prenantes porte ses fruits. L'intégration suppose des changements institutionnels, ainsi qu'un degré de motivation et certains comportements parmi les parties prenantes ; elle ne se limite pas à insérer des mots dans des documents. Votre groupe de parties prenantes mènera une partie essentielle des efforts en vue d'incorporer les intérêts nationaux dans le NBSAP, et elles deviendront peut-être vos champions à plus grande échelle au moment de préconiser l'incorporation des préoccupations touchant à la biodiversité dans les plans formels et de nombreuses initiatives de développement. C'est ce qui est arrivé en Ouganda, où une économiste du ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique est devenue un champion, ce qui a contribué à l'adoption de cibles touchant à la biodiversité dans le Plan national de développement (PND) et à l'augmentation des moyens financiers pour le secteur de l'environnement au cours des cinq ans couverts par le PND.

Mobiliser les partenaires de développement – l'histoire des Seychelles

Lors de la mise en œuvre de son premier NBSAP, l'équipe des Seychelles a appris qu'il n'y avait guère d'appropriation au-delà du ministère de l'Environnement. Elle a tenté de résoudre ce problème durant le processus de révision en :

- Clarifiant la relation entre la biodiversité et le développement
- Entreprenant un processus itératif de consultation des parties prenantes et d'approbation par elles. Les parties prenantes ont englobé des représentants de secteurs économiques clés, d'organes de planification nationaux et locaux et du secteur de la finance.

La stratégie révisée s'aligne sur les cibles d'Aichi et la mise en œuvre sera supervisée non seulement par l'Unité de la mise en œuvre (*Implementation Unit*) au sein du Département de l'environnement, mais aussi avec le soutien d'un Forum national de partenariats dans le domaine de la biodiversité (*National Biodiversity Partnership Forum*) (un groupe transsectoriel de partenaires chargés de la mise en œuvre). Le résultat de cette collaboration est une reconnaissance accrue de la relation entre la biodiversité et le développement et un accent plus marqué sur ces aspects dans le NBSAP.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

La présence de représentants de parties prenantes multiples au sein du comité de pilotage de votre NBSAP contribue à :

- Établir une compréhension commune entre les acteurs de la biodiversité et du développement de la pertinence que peuvent revêtir ces domaines les uns pour les autres, et de la contribution que chacun peut apporter aux objectifs des autres
- Renforcer l'appropriation du NBSAP, la responsabilité concernant sa mise en œuvre, et la mobilisation des moyens au-delà du secteur de la biodiversité
- Développer des champions potentiels qui seront en mesure de soutenir le processus d'intégration des préoccupations touchant à la biodiversité dans les PND.

La préparation ou la révision d'un NBSAP sont souvent sous-traitées à un consultant. En adoptant cette approche on risque trop facilement de laisser passer l'occasion de nouer des liens transsectoriels et de renforcer l'appropriation du produit et du processus.

Il faut identifier des membres des secteurs clés et des ministères des finances et de la planification comme champions potentiels et les faire participer à la révision du NBSAP, p. ex. en les avertissant du processus de nomination ou en présentant à leur supérieur hiérarchique des arguments convaincants en faveur de leur participation.

Les champions individuels constituent un atout précieux, mais ils ont tendance à aller et venir du fait de la rotation naturelle du personnel ; il faut donc veiller à ce que les capacités institutionnelles soient elles aussi développées pour comprendre et résoudre les questions liées à la biodiversité.

RESSOURCES

Incorporating biodiversity and ecosystem services values in to NBSAPs (IEEP & PNUE-WCMC) présente des études de cas concernant les bonnes pratiques au moment de mobiliser les parties prenantes.

www.ieep.eu/work-areas/biodiversity/2013/06/guidance-and-annex-incorporating-biodiversity-and-ecosystem-service-values-into-national

Réunissez les données factuelles

Cette section présente des exemples des différents types d'informations et de données factuelles que vous pourriez réunir pour mettre en évidence les liens entre la biodiversité et le développement.

Clarifiez les liens entre la biodiversité, l'économie, les moyens de subsistance et la société au niveau national

De nombreuses parties prenantes ne seront pas conscientes ou seront peu convaincues de la manière dont la biodiversité peut soutenir les objectifs de développement. En leur présentant des données factuelles sur ces liens, vous contribuerez peut-être à :

- Soutenir les arguments pour faire en sorte que la biodiversité soit classée au même rang que les autres priorités gouvernementales pour ce qui est de l'attribution de ressources limitées
- Éclairer les discussions sur les compromis et les synergies entre les activités économiques et la conservation de la biodiversité.

Pour rassembler les données factuelles sur l'importance de la biodiversité, il faudra interpréter les données existantes de nouvelles manières – p. ex. pourquoi les bassins versants sont importants pour l'approvisionnement en eau durable – et éventuellement aussi recueillir et analyser de nouvelles données factuelles, p. ex. sur la dépendance des ménages pauvres envers la biodiversité pour leurs revenus, leur subsistance et leur santé. Les données utiles proviennent de sources liées à la biodiversité et au développement ; il peut s'agir des données suivantes :

- Rapports sur l'état de l'environnement
- Rapports sur la situation en matière de pauvreté
- Plans nationaux ou sectoriels de développement
- Bureau national des statistiques, qui peut avoir des données sur la contribution de différents secteurs au PIB, au marché de l'emploi et aux recettes en devises étrangères
- Recensement et données démographiques nationaux
- Évaluations participatives de la pauvreté, qui sont souvent effectuées pour éclairer l'élaboration des Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et les PND. Elles donneront une vue d'ensemble des principales questions qui concernent les pauvres, ce du point de vue des personnes pauvres et marginalisées
- Évaluations stratégiques et des impacts environnementaux
- Estimations économiques environnementales, qui peuvent être disponibles si les programmes comme l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (*The Economics of Ecosystems and Biodiversity – TEEB*), la Comptabilité de la richesse et l'estimation des écosystèmes (*Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystems – WAVES*) ont eu lieu dans votre pays
- Les comptes relatifs au capital naturel
- Les connaissances individuelles des parties prenantes nationales et locales, p. ex. représentants gouvernementaux, universitaires, acteurs du secteur privé, société civile, groupes autochtones et communautés locales. Elles peuvent être acquises soit dans le cadre de discussions informelles soit au moyen de consultations
- Rapports de programmes qui soutiennent la gestion environnementale communautaire et des petites, moyennes et micro-entreprises dans le secteur des ressources naturelles. Ils peuvent comporter des exemples de l'importance que revêt la biodiversité pour les économies et les moyens de subsistance locaux.

Formulez vos arguments autour des types d'information dont les parties prenantes clés vous disent qu'elles ont besoin pour prendre des décisions. Utilisez des statistiques robustes et qui attirent l'attention, y compris des faits, des chiffres et des histoires vraies. Par exemple :

« *La valeur économique des forêts pour les populations rurales de l'Ouganda est d'environ 4,01 milliards de dollars, dont 28 pour cent provient des ventes de produits forestiers comme le bois de feu, les matériaux de construction, les produits alimentaires forestiers, la fibre, les médicaments et le bois de construction ; et 72 pour cent provient de produits forestiers utilisés et consommés au sein des ménages.* » (FAO, 2013).

N'oubliez pas qu'il y a de nombreuses autres valeurs non économiques de la biodiversité (p. ex. culturelles, spirituelles, affectives et relatives au bien-être) que vous pouvez intégrer dans vos arguments, selon le public que vous ciblez.

Si vous constatez des lacunes dans les informations dont vous avez besoin, il serait éventuellement bon d'inclure parmi les objectifs du NBSAP la réalisation de recherches pour recueillir des données. S'il n'y a aucune donnée disponible dans l'immédiat, envisagez d'utiliser des données analogues régionales, voire mondiales.

Présenter un argumentaire solide en faveur de la biodiversité — le NBSAP révisé de la Namibie

La Namibie a été en mesure de relier la conservation de la biodiversité aux principaux objectifs de politiques nationales en utilisant des données factuelles robustes, pertinentes et bien présentées.

La biodiversité et l'environnement naturel revêtent une importance cruciale pour la Namibie. Les secteurs basés sur les ressources naturelles comme l'exploitation minière, la pêche, l'agriculture et le tourisme constituent la base de l'économie namibienne. Environ 70 pour cent de la population de la Namibie dépend directement de la base de ressources naturelles du pays pour pourvoir à ses besoins en matière de revenus, d'alimentation, de produits médicinaux et de santé, de combustibles et d'abri.

L'industrie touristique, dont les parcs nationaux sont considérés comme le socle, est reconnue comme le secteur connaissant l'essor le plus rapide de l'économie namibienne. Les voyages et le tourisme ont représenté, selon les estimations, 20,5 pour cent du PIB en 2011 (directement et indirectement). Il s'agit d'une industrie clé en Namibie, et elle relie le développement économique et la réduction de la pauvreté ainsi que la conservation de la biodiversité. Les parcs nationaux sont promus comme des « moteurs de croissance » dans les zones rurales.

En 2012 les organismes de conservation de la Namibie employaient environ 900 personnes de manière permanente et 3 500 sur une base temporaire. En 2011, plus de 50 millions de dollars namibiens (environ 4,2 millions de dollars US) ont été générés par les organismes de conservation, principalement à travers la chasse au trophée, l'hébergement et la collecte et la vente de produits et d'objets artisanaux fabriqués à partir de ressources naturelles.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Des recherches rigoureuses et des données factuelles bien présentées qui sont pertinentes pour les priorités nationales et locales en matière de développement attirent l'attention des décideurs.

Il est souvent plus facile et plus pertinent de communiquer l'importance des services écosystémiques aux décideurs que de se concentrer sur l'importance des espèces prises séparément.

Le mot « biodiversité » est un terme scientifique complexe que les décideurs peuvent avoir du mal à comprendre. Pour présenter clairement vos arguments, envisagez d'utiliser des termes plus familiers évoquant la « nature », les « forêts » et « la flore et la faune sauvages ».

RESSOURCES

IIED et PNUE-WCMC (2014) Monter un « argumentaire » en faveur de la biodiversité : Conseils et tâches à effectuer pour influencer les pouvoirs publics et le secteur privé : pubs.iied.org/14627IIED

Clarifiez les liens entre la biodiversité, l'économie, les moyens de subsistance et la société, ce au sein des secteurs et entre eux

La biodiversité est étroitement liée à des secteurs comme l'agriculture, la foresterie, l'eau et l'assainissement, le développement industriel, la santé, le commerce, le transport, l'énergie, l'éducation et le tourisme. Il peut ne pas être nécessaire de commander de nouvelles recherches pour présenter des données factuelles sur les liens avec la biodiversité ; il est possible de se baser sur des informations existantes figurant dans les sources d'ores et déjà recensées.

Intégrer biodiversité et nutrition

Au Brésil, l'établissement de liens entre la biodiversité et l'alimentation et la nutrition a abouti à un programme qui unit les ministères chargés de l'environnement, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du développement agraire et du développement social, la responsabilité du programme d'approvisionnement alimentaire du gouvernement fédéral incombant au programme Faim Zéro et à la Compagnie nationale d'approvisionnement alimentaire.

Cette collaboration transsectorielle cherche à comprendre et à mener un travail de sensibilisation sur la valeur nutritionnelle des espèces autochtones, tout en créant des marchés pour les espèces riches sur le plan nutritionnel. Cette collaboration a encouragé la Compagnie nationale d'approvisionnement alimentaire à acheter des produits dérivés d'espèces autochtones cultivées par des agriculteurs familiaux, qu'elle envoie ensuite à des organismes sociaux et des écoles. Le gouvernement a par ailleurs mis en place une garantie de prix minimum pour les espèces autochtones. Pour ce qui est de l'avenir, il est prévu de mener un travail de sensibilisation des nutritionnistes scolaires à la valeur des espèces autochtones, afin qu'ils puissent les incorporer dans les menus scolaires.

Pour un complément d'informations sur ce programme, voir : www.iied.org/camila-oliveira-nbsaps-revision-brazil

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Comprenez quelles sont les priorités du secteur et des ministères n'ayant pas trait à la biodiversité afin de formuler vos messages de manière adaptée.

Demandez aux représentants de ces secteurs sous quelle forme ils préfèrent que les informations leur soient présentées. Si possible, travailler avec eux pour mettre au point vos messages. Si cela n'est pas une option, testez vos messages sur eux pour voir s'ils trouvent un écho dans leurs intérêts.

Mesurez et estimez autant que possible la contribution de la biodiversité aux secteurs clés et, sur cette base, mettez au point des indicateurs économiques pouvant être utilisés par ces secteurs.

RESSOURCES

L'outil national d'évaluation sectorielle (élaboré par l'Initiative de financement de la biodiversité) présente une série de questions pour faciliter la compréhension des impacts positifs ainsi que négatifs des différents secteurs sur la biodiversité : www.biodiversityfinance.net/resources

Clarifiez les liens entre la biodiversité et les autres questions ayant trait à l'environnement

La biodiversité ne sera pas la seule question ayant trait à l'environnement qui sera intégrée dans un pays à tout moment donné. Parmi les autres initiatives d'intégration pourraient figurer le changement climatique et les terres arides et les liens pauvreté-environnement, et elles pourraient constituer une occasion d'intégration de la biodiversité. Les acteurs de ces initiatives pourraient souhaiter influencer et collaborer avec un groupe de parties prenantes similaire au vôtre. Elles peuvent constituer d'importants alliés, mais elles peuvent aussi aboutir à des doublons, à la confusion et à un « trop-plein d'intégration ». Étudiez donc les opportunités potentielles de collaboration et, à long terme, mettez au point une approche commune et des messages conjoints pour présenter un message unifié aux décideurs. Décidez des moments où il convient de parler de la biodiversité seule, et de ceux où il faut la relier aux services écosystémiques, aux ressources naturelles ou à d'autres questions faisant l'objet d'une intégration.

Promouvoir une meilleure collaboration entre les Accords environnementaux multilatéraux

Le ministère de l'Environnement et du Tourisme (MET) namibien a reconnu la nécessité croissante de :

- Coordonner la mise en œuvre des Accords environnementaux multilatéraux (AEM) qu'il avait signés
- Présenter une approche et un message unifiés aux autres ministères.

Suite à cela, en 2014, une Division des Accords environnementaux multilatéraux a été établie au sein du MET. Cette division se concentre sur la mise en œuvre des AEM et considère les questions relatives à la biodiversité, au changement climatique et à l'utilisation des terres toutes ensemble, alors qu'elles étaient précédemment abordées séparément pour chaque projet. Les approches clés utilisées pour promouvoir la collaboration et les synergies sont :

- Le lancement, le même jour, du NBSAP révisé, du Plan d'action national sur la désertification et du Plan d'action et stratégie nationaux sur le changement climatique
- La cartographie du NBSAP par rapport aux plans d'action des autres AEM afin d'identifier les opportunités de travail conjoint potentiel et de présentation conjointe de rapports
- La mise au point d'une stratégie de communications et de messages communs
- L'établissement d'un mécanisme de coordination formel qui rapproche le point focal national de la CDB et les coordonnateurs/points focaux des autres conventions de Rio.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Le secteur de l'environnement est encombré : chacun cherche à prouver que son domaine de travail est plus important que ceux des autres. Le secteur doit travailler en collaboration pour bâtir une alliance autour d'une approche et d'un message communs.

Il faut du temps et des ressources pour établir des mécanismes de coordination entre les AEM, mais avec les avantages suivants :

- Promouvoir une collaboration et des synergies renforcées
- Réduire les doublons dans la mise en œuvre et gagner du temps pour ce qui est de l'établissement de rapports
- Ouvrir des opportunités de financement ; les bailleurs de fonds préfèrent les projets qui ont trait à de nombreuses conventions
- Contribuer à unifier les stratégies, les messages et l'image externe du ministère de l'Environnement
- Montrer que le changement climatique, la dégradation des terres, l'eau, etc. sont fortement liés à la biodiversité, ce qui rend les arguments en faveur de l'intégration de la biodiversité plus puissants.

Envisagez d'inclure des approches visant à améliorer la collaboration entre les points focaux nationaux des AEM et les départements ministériels et agences pertinents, dans le cadre d'une stratégie plus générale visant à promouvoir l'intégration.

RESSOURCES

Le *Sourcebook of opportunities for enhancing cooperation among the biodiversity-related conventions du PNUE* (à paraître) comporte un chapitre consacré à la manière dont la révision des NBSAP peut contribuer à assurer une cohérence et des stratégies améliorées entre les conventions liées à la biodiversité aux niveaux national et régional : nationalmeasynnergies.wordpress.com/the-sourcebook/

Synergies Success Stories: Enhancing cooperation and coordination among the Basel, Rotterdam and Stockholm conventions (PNUE 2011) donne des exemples de la manière dont d'autres entités ont favorisé la collaboration entre les conventions : sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=40&menu=850

Évaluez les principaux risques et opportunités pour la biodiversité

La biodiversité peut présenter des opportunités pour le développement — par exemple grâce au tourisme axé sur la vie sauvage ou au biocommerce. Mais le développement peut tout autant présenter des risques pour la biodiversité — par exemple si une exploitation minière lucrative est prévue à l'intérieur ou à proximité d'une zone riche en biodiversité. Vous devriez demander aux parties prenantes d'identifier :

- Les opportunités et les risques pour la biodiversité dans leur secteur
- Les exemples existants, au sein du pays, qui donnent des modèles pour des synergies de résolution des conflits
- Les actions qui maximiseraient les retours sur investissement
- Les actions requises pour atténuer tout impact négatif.

Opportunités et risques pour la biodiversité de l'Ouganda

Le NBSAP révisé de l'Ouganda parvient bien à mettre en relief les opportunités et les risques. Il met en évidence le rôle que jouent la biodiversité et les services écosystémiques dans le soutien apporté à certaines des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et en particulier les femmes, les sans-terre et les pauvres en milieu rural. Il montre par ailleurs que la biodiversité étaye certaines des activités économiques les plus importantes du pays (p. ex. la pêche, le tourisme, l'élevage, l'agriculture, la foresterie, l'énergie).

La stratégie traite par ailleurs des politiques et pratiques de développement en vigueur qui présentent des risques potentiels pour la biodiversité, comme par exemple le fort taux de croissance démographique (3,2 pour cent) qui exerce une pression sur la biodiversité.

Suite à cela, le NBSAP englobe des objectifs relatifs à l'exercice d'influence sur le PND et à l'amélioration de la sécurité des moyens de subsistance et du bien-être humain. La stratégie identifie par ailleurs des questions nouvelles et émergentes dans lesquelles les préoccupations touchant à la biodiversité devront être intégrées, à savoir : le changement climatique, la découverte de pétrole, la production de biocarburants, la gestion des risques de catastrophe, la pollution et les « achats verts ».

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Présentez aux décideurs des estimations des avantages fournis par les services écosystémiques au bien-être humain et à l'économie, p. ex. grâce à la comptabilité du capital écosystémique. Cela peut les aider à comprendre tant les opportunités que les risques de l'investissement ou du non-investissement dans la biodiversité.

Identifiez une vision, des résultats souhaitables et des indicateurs de réussite communs

L'étape suivante du travail avec les parties prenantes consiste à élaborer une vision commune dotée de cibles et de résultats clairs pour ce qui est des éléments du NBSAP ayant trait à l'intégration.

L'intégration peut aboutir à un éventail de résultats qui :

- Réduisent les écarts entre les domaines du social, de l'économie et de la biodiversité
- Peuvent avoir lieu au niveau des politiques (en amont)
- Peuvent avoir lieu au niveau de la mise en œuvre (en aval).

La Figure 2 présente des exemples de résultats typiques en amont et en aval. Certains pays peuvent aspirer à atteindre tous ces résultats, tandis que d'autres constateront peut-être qu'ils ont d'ores et déjà réussi à mettre en œuvre certains éléments et peuvent se concentrer sur d'autres.

Figure 2. Résultats en amont et en aval de l'intégration de la biodiversité



Source : Adapté d'IIED et PNUE-WCMC (2012)

Lors de l'atelier de travail du projet NBSAP 2.0 en 2014, les participants ont utilisé leurs propres points de vue variés de ce qui caractériserait la réussite afin de développer des résultats souhaitables pour l'intégration qui parlent non seulement aux conservationnistes mais aussi à de nombreuses parties prenantes (Encadré 1).

Encadré 1. Exemples de résultats d'une intégration réussie de la biodiversité de différents points de vue

Du point de vue de la biodiversité même :

- La politique du gouvernement et le grand public témoignent d'un soutien en faveur de l'amélioration de la conservation de la biodiversité, ainsi que d'une gestion et d'une utilisation durables des services écosystémiques
- Les pouvoirs publics veillent à ce que des plans d'aménagement [fondés sur des scénarios] pour une résilience écologique soient élaborés et mis en œuvre de façon réussie à tous les niveaux
- D'autres secteurs consultent systématiquement et de façon proactive les secteurs associés à la biodiversité en matière de développement national, infranational et local
- Les secteurs public et privé intègrent de plus en plus la biodiversité et les services écosystémiques dans leurs propres activités

D'un point de vue social :

- Les planificateurs du développement et de la conservation invitent et habilite les communautés locales et autochtones à participer pleinement aux plans d'action et aux réformes pertinentes en matière de développement et de conservation.
- La biodiversité et les services écosystémiques contribuent de manière concrète à la sécurité des moyens de subsistance et à la création de richesses au niveau des particuliers et des ménages, de la communauté et bien d'autres.
- Les avantages, les coûts et les risques que suppose la gestion durable de la biodiversité et des services écosystémiques sont partagés équitablement.

D'un point de vue financier/économique :

- L'analyse régulière des tendances montre que les investissements associés à la biodiversité et aux services écosystémiques augmentent en termes de portée et de diversité.
- Les pouvoirs publics apportent un financement afin d'honorer leurs engagements aux termes de la Convention sur la diversité biologique (CDB).
- La dépendance relative des activités liées à la biodiversité vis-à-vis des budgets du ministère de l'Environnement tend à diminuer.
- Les investissements consacrés à la biodiversité et aux services écosystémiques génèrent un bon taux de retour.
- Les contributions de la biodiversité et des services écosystémiques à l'économie sont suivies de près grâce à des outils et méthodes de mesure solides au sein des systèmes financiers nationaux.
- Les investissements dans la gestion de la biodiversité et des écosystèmes débouchent sur une réduction des coûts attribués à la gestion de crise en cas de catastrophe naturelle.

Source : Déclaration de Windhoek, juillet 2014 : Réussir l'intégration de la biodiversité

Vous devez évaluer si les résultats sont atteints à l'aide d'indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables et inscrits dans le temps (SMART). Pour ce faire, il faut comprendre les différentes appréciations de ce qui constitue le succès pour toutes les parties prenantes pertinentes. Vous devrez donc chercher à établir des liens entre les propres indicateurs du succès du NBSAP et ce qui constitue le succès pour les autres organismes.

Élaborer des cibles grâce à un processus multi-parties prenantes

La révision du NBSAP du Brésil a débuté au moment où la biodiversité commençait à être vue comme une question importante à l'échelle nationale et alors qu'elle figurait déjà parmi les thèmes du budget pluriannuel national. Après des programmes nationaux comme Biodiversité pour l'alimentation et la nutrition, de plus en plus de gens étaient conscients de l'importance de la biodiversité pour les questions de développement plus larges. Cependant, malgré la compréhension et l'engagement financier, le manque de participation par les parties prenantes en dehors du secteur de l'environnement a abouti à une mise en œuvre faible du NBSAP précédent.

La révision du NBSAP était considérée comme l'occasion de remédier à cette faiblesse, de sorte que l'équipe de révision a travaillé en étroite collaboration avec d'autres ministères, universitaires, communautés locales, acteurs du secteur privé et autorités locales pour mettre au point 20 cibles fortement inspirées des cibles d'Aichi. Il a fallu plus d'un an pour se mettre d'accord sur trois de ces cibles, mais ce processus était considéré comme essentiel pour s'assurer de l'adhésion et de l'engagement des autres partenaires. Le soutien à la mise en œuvre des cibles a fait intervenir 31 ministères et agences fédérales, dont chacun(e) a été prié(e) d'identifier et d'aligner ce qu'il/elle faisait déjà pour aborder les questions touchant à la biodiversité et également ce qui était d'ores et déjà financé. Le ministère de la Planification a joué un rôle important dans ce processus, en aidant à négocier des relations et en encourageant les autres ministères à adhérer. Des travaux sont en cours pour adopter une approche caractérisée par une collaboration similaire afin d'identifier les résultats et les indicateurs pour mesurer les progrès.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

De nombreux décideurs estiment que le secteur de l'environnement constitue une barrière au développement. La définition de la réussite sous l'angle du succès social et économique — et pas seulement sous celui du succès environnemental ou en termes de biodiversité — et la présentation de faits et chiffres convaincants peuvent contribuer à modifier cette perception.

Au moment de définir le succès, ne pensez pas seulement aux résultats et indicateurs en termes de biodiversité. Comprenez ce qui constitue le succès pour les ministères partenaires et élaborez les résultats et des indicateurs liés à leurs cibles.

RESSOURCES

Déclaration de Windhoek, juillet 2014 : Réussir l'intégration de la biodiversité : pubs.iied.org/G03840

Examinez le degré d'efficacité du NBSAP en tant qu'instrument permettant de mettre en œuvre l'intégration de la biodiversité

Une fois le NBSAP rédigé, il est bon de prendre un peu de recul et de l'examiner pour vérifier que :

- Il aborde les questions clés touchant au développement – celles qui créent un potentiel pour la biodiversité, mais aussi celles pouvant présenter des problèmes
- Il a un sens pour les acteurs du secteur du développement et traduit leurs préoccupations
- Les bonnes personnes ont pris part à sa création
- Il est directement lié aux plans, aux programmes et au financement du développement.

Bien que cet examen puisse être effectué au niveau interne, ce type de réflexion est plus efficace lorsqu'elle est menée par une équipe qui porte sur elle un regard nouveau et qui utilise sa propre expérience pour déterminer s'il faut ou non mener des travaux supplémentaires.

Examen par des pairs du projet de NBSAP révisé de la Namibie

Les participants à l'atelier du projet NBSAP 2.0 en 2013 à Entebbe, en Ouganda, ont examiné le projet du NBSAP révisé de la Namibie. Ils ont donné un retour constructif pour mettre en relief tant les points forts de cette version préliminaire que les aspects pouvant être améliorés, sur la base des observations et des expériences communes. L'équipe namibienne a trouvé ce processus très utile, car il l'a motivée à avancer dans la révision du NBSAP tout en renforçant les connexions entre la pauvreté et les questions de genre.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Le fait de mener un examen indépendant par des pairs présente des avantages supplémentaires :

- Il peut soutenir et encourager l'apprentissage mutuel entre collègues, ministères ou pays
- Il est souvent considéré comme étant plus objectif et peut donc permettre aux gouvernements d'obtenir un soutien au niveau national pour ce qui peut se révéler être des mesures difficiles.

Envisagez d'inclure les examens par des pairs au début, au milieu et à la fin du processus de révision afin de prévoir le temps nécessaire pour l'adaptation en cours de route.

Contextualisez les objectifs et les cibles mondiaux pour que les circonstances nationales soient exprimées et reflétées dans le processus de formulation/révision du NBSAP.

RESSOURCES

IIED et PNUE-WCMC (2015) Mettre la biodiversité au cœur du développement. Un aide-mémoire pour passer en revue le potentiel d'intégration du NBSAP d'un pays : pubs.iied.org/17572IIED

Le Forum NBSAP a également produit un cadre pour l'examen des NBSAP par des pairs dans tous les thèmes et processus pertinents — au-delà de l'intégration : nbsapforum.net/#read-resource/725

3. L'incorporation des priorités touchant à la biodiversité dans les Plans nationaux de développement, les stratégies sectorielles et les plans infranationaux

« Le processus de révision a été important pour intégrer la biodiversité. Grâce à lui, 31 ministères et agences fédérales ont discuté des questions touchant à la biodiversité et y ont réfléchi. Le ministère de l'Agriculture a donné une conférence l'autre jour pendant laquelle il a parlé de la biodiversité, et s'il l'a fait, c'est grâce au processus du NBSAP. »

Camila Oliveira, analyste environnementale,
ministère de l'Environnement, Brésil

Votre NBSAP peut être un outil puissant permettant d'intégrer les préoccupations touchant à la biodiversité dans la planification nationale du développement.

Établissez ou actualisez votre groupe chargé de l'intégration de la biodiversité et évaluez la situation de l'intégration de la biodiversité

À travers le processus de révision du NBSAP, vous aurez commencé à établir des relations avec les parties prenantes. Pour les maintenir et les développer, vous souhaitez peut-être :

- Établir un groupe spécifique chargé de l'intégration de la biodiversité
- Continuer les groupes de travail transsectoriels établis durant la révision du NBSAP et éventuellement prolonger leur mandat.

Le *Working Group on biodiversity for development wealth creation and social-economic transformation* (Groupe de travail sur la biodiversité pour le développement, la création de richesses et la transformation socio-économique) de l'Ouganda, établi pour contribuer au processus de révision du NBSAP, poursuit ses activités avec un nouveau mandat maintenant que le NBSAP a été approuvé. Il se concentre désormais sur les efforts en vue de mener l'intégration de la biodiversité dans les cadres nationaux de développement, y compris le suivi et le budget pour le PND de l'Ouganda (2015/16 - 2019/20).

Réfléchissez bien à l'institution dans laquelle se situe ce groupe ; il est avantageux de le positionner au sein de ministères chargés des PND, comme par exemple ceux des Finances ou de la Planification, plutôt qu'au sein du ministère de l'Environnement.

Le groupe devrait évaluer les activités d'intégration de la biodiversité en cours et le degré d'intégration de la biodiversité. Il peut s'agir de se baser sur l'évaluation menée durant la révision du NBSAP et d'incorporer les changements et nouvelles connaissances éventuels. Ici aussi, l'outil de diagnostic rapide du projet NBSAP 2.0 peut se révéler utile.

Ouganda — Une collaboration transgouvernementale plus étroite contribue à améliorer la compréhension de la biodiversité

L'Autorité nationale de gestion de l'environnement (National Environment Management Authority – NEMA) a insisté pour faire participer les ministères et agences clés comme le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique (MFPED) et l'Autorité nationale de planification au processus de révision du NBSAP. La NEMA a travaillé en étroite collaboration avec une économiste désignée, qui a assisté aux réunions du comité du NBSAP et présenté des comptes rendus à ses collègues. Cela a aidé le personnel du MFPED à comprendre et apprécier les questions touchant à la biodiversité et leur importance pour le développement économique. Cette compréhension améliorée a contribué à l'intégration du NBSAP ougandais dans le PND (2015/16 - 2019/20). Cela fournira la base d'un financement d'environ 6,2 milliards de shillings ougandais (environ 2 500 000 dollars US) pour les activités liées au NBSAP au cours de la période de cinq ans du plan.

Une meilleure compréhension de l'importance de la biodiversité pour le développement a poussé le MFPED à augmenter le budget de la NEMA de 3 milliards de shillings ougandais (1 200 000 dollars US) par an pour assurer la gestion des impacts environnementaux du développement de l'exploitation du pétrole et du gaz dans une zone riche sur le plan de la biodiversité (l'Albertine Graben). Le pétrole et le gaz sont des questions émergentes clés dans le NBSAP de l'Ouganda.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

L'expérience de l'Initiative pauvreté-environnement (*Poverty Environment Initiative* – PEI) du PNUD-PNUE a permis de conclure que l'hébergement d'une équipe chargée de l'intégration dans le ministère des Finances ou de la Planification se révèle généralement plus rapide et plus efficace pour parvenir aux résultats souhaités que l'hébergement de cette équipe dans le ministère de l'Environnement.

En rédigeant un compte rendu des résultats de l'analyse sous forme de résumé, de liste à puces ou de graphiques, on peut fournir une base pour la discussion et la validation avec les parties prenantes et pour l'évaluation et la discussion des priorités.

RESSOURCES

IIED et PNUE-WCMC (2012) Outil de diagnostic rapide : Intégration de la biodiversité - Comment intégrer biodiversité, développement et réduction de la pauvreté : pubs.iied.org/G03694

Identifiez les politiques, plans et budgets qui doivent être modifiés pour soutenir la biodiversité

Les cibles spécifiques en matière de politiques, de plans et de budgets que vous choisirez dépendront des questions touchant à la biodiversité et aux opportunités qui ont été identifiées dans votre pays et formulées dans votre NBSAP. Il faudra éventuellement cibler :

- Un secteur particulier de la production, p. ex. l'agriculture, la foresterie ou l'exploitation minière
- Un défi précis ayant trait au développement, p. ex. la sécurité alimentaire ou l'adaptation au changement climatique

- Une stratégie plus large de développement économique ou de réduction de la pauvreté
- Le processus de planification en vue d'atteindre les Objectifs pour le développement durable (ODD).

Tableau 1 : Points d'entrée pour l'intégration à différents niveaux

Niveau	Cible en matière de planification/de politiques
NATIONAL	
Gouvernement national	Vision nationale (plan de développement à long terme), plan national de développement quinquennal, stratégie nationale de développement durable, Objectifs de développement durable, budget national/cadre de dépenses à moyen terme
Agences d'aide au développement	Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ; Stratégies d'aide bilatérale aux pays
SECTORIEL	
Ministères sectoriels	Plans d'investissement stratégiques, politiques et budgets sectoriels
Entreprises du secteur privé	Stratégies d'entreprise, établissement de rapports environnementaux et sociaux, programmes de certification ; plans de gestion
Agences d'investissement	Normes et sauvegardes relatives aux investissements
INFRANATIONAL	
Instances gouvernementales locales	Plans et budgets de développement de district ; politiques sectorielles décentralisées
Entreprises du secteur privé	Établissement de rapports sur la responsabilité sociale au niveau du site/du programme, programmes de certification ; plans de gestion des sites

Source : Adapté de PEI (2009)

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

L'identification et l'analyse des documents d'orientation pertinents constituent un bon point de départ mais elles ne fourniront probablement pas une base suffisamment bonne pour déterminer si les questions de biodiversité sont bien traitées dans les décisions de développement et vice-versa. Le choix est souvent très politique. Essayez des discussions en personne avec une variété de parties prenantes.

Envisagez de mener un examen des politiques/de la préparation sur le plan juridique afin d'identifier les politiques qui doivent être modifiées et les cadres de mise en œuvre existants qui peuvent servir de base.

RESSOURCES

La PEI du PNUD-PNUE a de très nombreux supports d'orientation et d'études de cas sur l'intégration de l'environnement dans les politiques, plans et budgets gouvernementaux : www.unpei.org/pei-pep-publications

Le Forum NBSAP a une page thématique sur les politiques et la législation et recense les ressources clés : nbsapforum.net/#categories/293

Comprenez l'économie politique de la biodiversité et de la planification du développement et la formulation de politiques

L'intégration de la biodiversité est tant une question politique et institutionnelle qu'une question économique ou technique. Elle requiert une compréhension de l'économie politique qui entoure la biodiversité et le développement, ainsi que de la dynamique du pouvoir et de l'influence.

Comprenez les processus de planification et de budgétisation et les arrangements institutionnels

Une fois que vous aurez identifié les cibles spécifiques en matière de politiques, de plans et de budgets, il est important de comprendre les processus et cycles de planification de chaque cible. Vous devez comprendre :

- *Quand* les décisions clés que vous souhaitez influencer vont être prises
- *Par qui et comment* ces décisions seront prises
- *Ce qui et/ou qui* influence ces décisions.

Les PND, par exemple, sont généralement révisés sur un cycle de cinq ans et il ne serait pas d'une grande utilité de chercher à influencer le plan, même si vous disposez de très bonnes données factuelles sur la biodiversité, s'il vient juste d'être finalisé. Vous devriez également identifier le moment où les examens sont planifiés et comprendre le mécanisme de gouvernance. Par exemple, vous devez bien comprendre les aspects suivants :

- Le rôle des groupes de travail sectoriels ou thématiques
- Le rôle des parlementaires (et les processus à leur disposition pour consulter les membres de leurs groupes constituants)
- Le type et la nature des processus de consultation en présence
- L'influence des personnes puissantes clés dans tous ces processus.

Dans certains contextes, vous devrez peut-être comprendre les règles coutumières et dialoguer avec les autorités traditionnelles, plutôt que les fonctionnaires.

Vous estimerez peut-être aussi qu'il est nécessaire de cibler plusieurs politiques ou initiatives différentes en même temps. Par exemple, veiller à ce que l'importance de la biodiversité soit formulée dans le PND constitue une étape du processus. Cependant, cela n'aboutira pas à des résultats différents sur le terrain s'il n'y a pas d'allocation budgétaire. De même, si les activités de niveaux infranational et sectoriel ne sont pas coordonnées et alignées sur les visions nationales, les résultats seront peu susceptibles de changer. Dans cet exemple, pour parvenir à l'impact maximum, vous devrez peut-être travailler avec les entités chargées du PND, du budget national et de la mise en œuvre aux niveaux national et infranational, et par secteur.

Participer à la révision du PND et à la Vision 2041 — Botswana

Le processus d'élaboration du plus récent plan national de développement du Botswana (PND 11) a débuté en 2014. Le ministère des Finances a présenté un cadre identifiant les domaines prioritaires. Il a mis en œuvre des groupes de travail thématiques (TWG – *Thematic working groups*) pour développer le contenu, y compris un sur l'environnement durable.

Veiller à ce que le pilier environnement du développement durable soit reconnu de façon aussi résolue que les piliers sociaux et économiques figurant dans le PND 11 constitue un axe central pour la communauté de l'environnement. Une approche employée pour y parvenir a consisté à sensibiliser au développement durable tous les TWG et l'équipe de coordination du ministère des Finances, ce à travers des réunions d'information.

Le processus de formulation d'une nouvelle Vision 2041 à long terme qui donnera forme au paysage du Botswana en matière de développement a également débuté et fournit un certain nombre de points d'entrée pour que le NBSAP puisse en éclairer l'élaboration. Tout d'abord, il reconnaît l'importance de la durabilité environnementale et de la biodiversité pour la nation. Deuxièmement, il reconnaît qu'à long terme, le Botswana devra gérer des compromis entre cet aspect et le développement économique. Il recense par ailleurs une série d'indicateurs de résultats, y compris plusieurs pour la durabilité environnementale, parmi lesquels figurent la biodiversité, ce qui donne l'occasion d'inclure dans le NBSAP des indicateurs qui influenceront sur la Vision 2041.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Cartographiez les processus de politiques d'ores et déjà en cours. À partir de ce point de départ, identifiez les points de pression et cherchez à influencer des processus qui peuvent vous aider.

L'intégration de la biodiversité dans les processus de politiques, de planification, de prise de décisions ou de gestion dans un autre secteur requiert une compréhension approfondie du contexte institutionnel et de politiques dans ce secteur, qui ne peut être développée qu'à travers un degré considérable de contact et une écoute attentive (SANBI 2014).

Une compréhension approfondie du paysage national du développement garantit que les interventions d'intégration de la biodiversité étoffent les processus de planification et des cycles budgétaires existants, au lieu de créer des barrières supplémentaires pour les institutions et le Trésor national.

Cherchez des occasions de prendre part aux consultations sur les politiques et à la rédaction de ces dernières et aux comités des groupes de travail. Veillez à pouvoir compter sur l'engagement des membres de l'équipe de direction pour ce qui est de votre participation à ces processus.

RESSOURCES

Mainstreaming climate and environment for poverty reduction and sustainable development (PEI du PNUE-PNUD, à paraître en 2015), fournit une bonne vue d'ensemble des voies de l'intégration pauvreté-environnement dans les processus de politiques, de planification et de budgétisation : www.unpei.org/pei-pep-publications

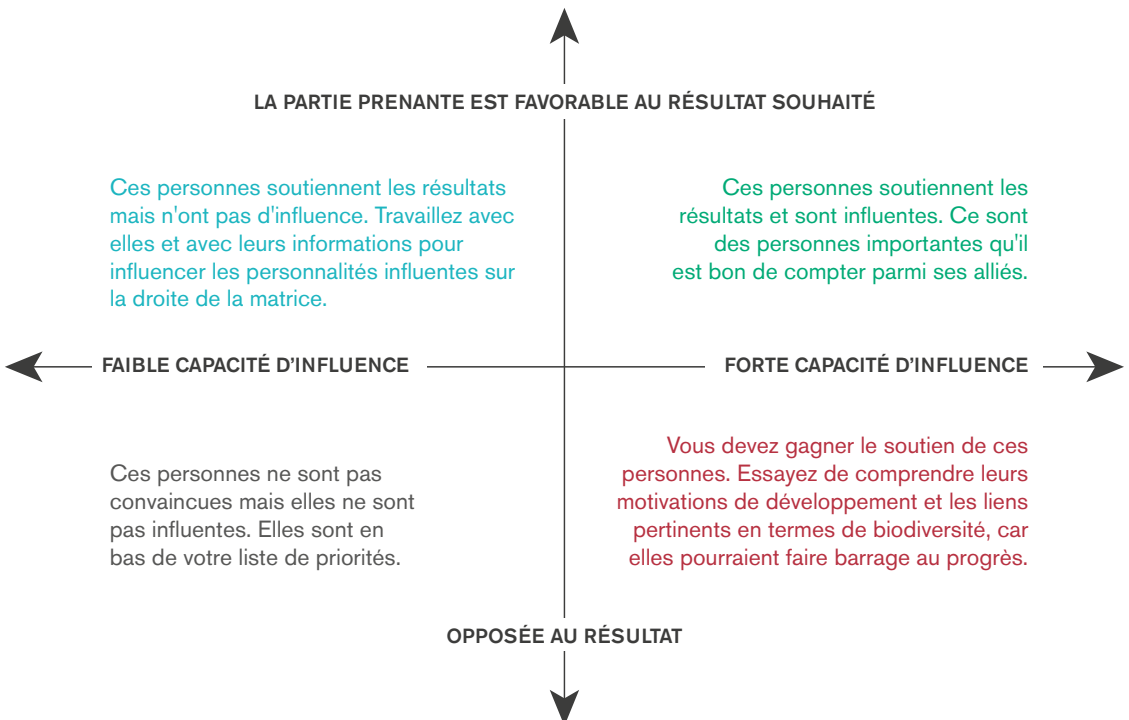
Identifiez et mobilisez les parties prenantes qui pourraient soutenir ou miner l'intégration et comprenez leurs sources d'influence

La révision du NBSAP aura constitué un bon point de départ pour l'identification et le rassemblement des parties prenantes issues de l'ensemble de la société. Il est utile de réviser l'analyse des parties prenantes menée dans le cadre du processus de révision du NBSAP et d'incorporer les changements et nouvelles connaissances éventuels.

Une fois que vous vous serez fait une bonne idée des principales parties prenantes, brossez un tableau détaillé des rôles qu'elles jouent dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux et des stratégies sectorielles. Conjuguez cela à une compréhension de leurs intérêts et motivations en ce qui concerne l'intégration de la biodiversité : certaines seront disposées à la soutenir, d'autres moins (et il se peut que certaines luttent contre l'intégration).

La Figure 3 présente une matrice simple qui peut vous aider à effectuer cette analyse. Elle se base sur les intérêts et l'influence ; d'autres dimensions peuvent aussi être envisagées – la bonne disposition à agir et les ressources pour le faire, par exemple. Essayez de mobiliser surtout les parties prenantes les plus influentes — que cette influence soit positive ou négative. Les pouvoirs politiques ou financiers peuvent influencer le degré d'attention et le budget consacrés à la biodiversité. Mais les pouvoirs influents peuvent aussi résider dans les connaissances scientifiques, traditionnelles ou pratiques. La biodiversité peut aussi constituer une source importante de richesses, tant au niveau national que local. Il peut y avoir des problèmes de corruption et de mercantilisme autour de ces richesses : soyez-en aussi conscient(e).

Figure 3. Simple matrice cartographique permettant d'identifier les parties prenantes



C'est en s'assurant le soutien des bonnes personnes que l'on parvient à une intégration réussie en Ouganda

Durant la révision du NBSAP de l'Ouganda, l'équipe a investi du temps dans l'identification des parties prenantes cruciales pour l'intégration de la biodiversité. Elle a identifié des « champions de la biodiversité » au sein d'importants ministères et les a fait participer aux groupes de travail thématiques du NBSAP, y compris celui portant sur « la biodiversité pour le développement, la création de richesses et la transformation socio-économique ». Cette approche a développé l'appropriation et l'engagement en faveur du NBSAP en dehors de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA). Elle s'est révélée tout particulièrement efficace avec le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique, où le champion de l'Ouganda a tout particulièrement bien réussi à faire augmenter la quantité de ressources disponibles pour mettre en œuvre le NBSAP.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Faites participer les ministères des finances dès le début du processus pour qu'ils puissent parvenir à mieux comprendre les aspects suivants :

- La contribution apportée par la biodiversité aux cibles nationales de développement
- Le rôle que peut jouer le financement national (la perception selon laquelle seul le financement externe peut impulser la conservation de la biodiversité est trop répandue).

L'entretien de bonnes relations avec les champions de l'intégration de la biodiversité au sein de ministères influents (comme ceux des finances et de la planification du développement) peut contribuer à faciliter l'intégration de la biodiversité dans les PND et les politiques sectorielles. Les champions des autres ministères peuvent contribuer à incorporer les cibles des NBSAP dans leurs plans et leurs budgets.

Consacrez du temps à cartographier les entités pour lesquelles les résultats en matière de NBSAP revêtent un intérêt réel. Utilisez ensuite ces informations pour constituer la bonne équipe. Identifiez des personnes auxquelles vous pouvez faire confiance et qui prendront l'initiative. Puis assurez-vous leur soutien. Dans la mesure du possible, cherchez à veiller à ce que les points focaux des autres ministères ne soient pas susceptibles de changer fréquemment.

Les champions peuvent passer à autre chose ; c'est pourquoi il faut que vous consacriez également du temps à vous assurer l'engagement des institutions en faveur du NBSAP.

L'intégration est un processus politique : les personnalités politiques doivent être mieux mobilisées et comprendre le risque politique que comporte l'échec à aborder la question de la biodiversité.

Il peut aussi être très important d'influencer l'opinion publique — les médias sont des alliés utiles à cet égard.

RESSOURCES

Le site *Web Power Tools* donne des exemples d'outils qui peuvent faciliter l'analyse des parties prenantes et la cartographie des pouvoirs : www.policy-powertools.org/

Identifiez les facteurs favorables et défavorables clés pour l'intégration

Vous devriez considérer les facteurs favorables (propices) et défavorables (inhibants) suivants qu'il vous faudra éventuellement aborder durant votre processus d'intégration :

- Volonté politique et leadership
- Perception et prise de conscience des valeurs parmi les médias et au sein du grand public
- Coordination intersectorielle
- Exercice de pression par les groupes d'intérêt
- Gouvernance transparente, redevable et inclusive
- Participation des parties prenantes
- Disponibilité de financements
- Priorités de développement en concurrence
- Environnement juridique
- État de l'économie.

Les groupes de travail et les consultations devraient chercher à identifier ces facteurs et à trouver des solutions. L'existence ou l'absence de ces facteurs dans votre contexte vous aideront à donner forme aux approches à adopter durant votre processus d'intégration et à déterminer les outils à utiliser.

Facteurs favorables pour faciliter la mise en œuvre du NBSAP révisé de la Namibie

Le gouvernement namibien a mis en place un certain nombre de facteurs favorables qui faciliteront la mise en œuvre de son NBSAP révisé. Il s'agit entre autres des éléments suivants :

- Un Comité de pilotage du NBSAP qui est un organe juridiquement constitué à travers une décision du cabinet. L'objectif de ce comité est de coordonner et superviser la mise en œuvre.
- Un préambule du président du NBSAP pour en exprimer l'importance par rapport aux dispositions et synergies constitutionnelles avec des stratégies de développement nationales à long terme.
- L'approbation par le cabinet du NBSAP et une demande à toutes les agences clés pour qu'elles prennent des dispositions budgétaires en vue de la mise en œuvre des activités liées au NBSAP dont elles sont chargées.

Sélectionnez des outils et approches appropriés pour votre contexte

Il existe une variété de mécanismes permettant de donner lieu à l'intégration de la biodiversité, y compris :

- Des outils pour monter un argumentaire, p. ex. estimation, évaluations environnementales stratégiques, examens des dépenses publiques dans l'environnement et Évaluations de l'impact social et des effets sur la pauvreté (*Poverty and Social Impact Assessments – PSIA*²)
- Des outils permettant les réformes nécessaires sur le plan juridique et en matière de politiques, l'aménagement de l'espace et la planification de l'utilisation des terres et l'utilisation de moyens incitatifs fiscaux et économiques
- Le développement des capacités du personnel et des institutions au sein des ministères n'ayant pas trait à l'environnement
- La modification des structures incitatives du secteur privé.

L'approche que vous utiliserez dépendra des éléments suivants :

- La cible en matière de politiques générales que vous visez
- Les parties prenantes que vous cherchez à influencer
- Le contexte de l'intégration

Le Tableau 2 donne une vue d'ensemble de quelques outils et approches utiles.

Tableau 2. Outils et approches de l'intégration de la biodiversité et leur application

Instrument de politique générale	Exemples d'outils et d'approches
Législation	Planification harmonisée de l'utilisation des terres ; protection et conservation de la nature ; forêts ; interdictions et restrictions sur l'utilisation ; normes relatives à la qualité, la quantité et la conception
Politiques de planification	Gestion intégrée des terres, de l'eau et des ressources de subsistance (comme l'approche écosystémique) ; régime foncier et zonage ; compensation biodiversité, analyse coûts-avantages et analyse des scénarios, intégration des exigences de l'Évaluation des impacts environnementaux (EIE) dans les politiques de planification
Réformes fiscales et politiques relatives à l'environnement	Réforme des subventions, taxes, honoraires et frais néfastes, comme les taxes foncières ou les subventions octroyées aux combustibles fossiles ; paiements pour services écosystémiques
Accords volontaires	Entre les entreprises, la société civile et les pouvoirs publics pour la protection et la conservation de la nature et les avantages pour les communautés locales, p. ex. principes de l'Équateur.
Politiques en matière d'éducation et d'information	Écoétiquetage et certification ; campagnes d'éducation ; programmes d'enseignement scolaire
Achats publics verts (marchés publics écologiques)	Utilisation de produits certifiés pour orienter les achats, p. ex. ceux de bois exploité ou de poisson pêché selon les principes de durabilité et de produits agricoles issus du commerce équitable

Source : Adapté du CAD de l'OCDE (2015)

² Une PSIA englobe une analyse des impacts distributionnels des réformes de politiques générales sur le bien-être de différents groupes de parties prenantes, en se concentrant en particulier sur les personnes pauvres et vulnérables.

Cartographie spatiale de la biodiversité : intégrer la biodiversité dans les décisions relatives à la planification de l'utilisation des terres

Cela fait de nombreuses années que le gouvernement sud-africain a adopté une approche innovante de l'intégration de la biodiversité dans les décisions nationales, provinciales et locales relatives à la planification. Il identifie des domaines prioritaires nationaux et régionaux pour la conservation de la biodiversité et présente ces informations sous forme de cartes. Ces dernières sont accessibles aux décideurs en ligne (www/bgis.sanbi.org) et sont accompagnées de lignes directrices sur la manière de les utiliser. Le gouvernement a reconnu que l'intégration ne pourra jamais être réalisée simplement en distribuant des cartes et des lignes directrices dans l'espoir qu'elles soient utilisées. Les ateliers de formation contribuent à leur adoption mais ne sont pas suffisants. Une intégration réussie demande un soutien *in situ* aux utilisateurs des outils, généralement sur une longue période (plusieurs années, par exemple).

Pour en savoir plus sur le travail mené dans ce domaine, consultez : sanbi.org/biodiversity-science/science-policyaction/mainstreaming-biodiversity/biodiversity-planning

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

L'estimation de la valeur économique des biens de biodiversité et des services écosystémiques s'est révélée constituer un outil utile pour mobiliser les ministères des finances et de la planification, ainsi que les entreprises. Cependant, d'autres avantages de la biodiversité, au-delà de sa valeur économique (culturels, affectifs, spirituels et sur le plan du bien-être), devraient également être considérés au moment de prendre des décisions.

RESSOURCES

Le module de formation de la CDB « L'intégration de la diversité biologique dans les stratégies, politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels nationaux » donne un aperçu des différents outils utiles pour l'intégration de la biodiversité et de la manière de les appliquer : www.cbd.int/NBSAP/training

L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (*The Economics of Ecosystems and Biodiversity – TEEB*) est une initiative mondiale dont le travail cherche principalement à attirer l'attention sur les avantages économiques de la biodiversité, notamment le coût croissant de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes. TEEB présente une approche qui peut aider les décideurs à reconnaître, démontrer et exprimer les valeurs des services écosystémiques et de la biodiversité : www.teeb.org/

Élaborez un « argumentaire » en faveur de la biodiversité

Cet aspect est en général essentiel pour influencer des parties prenantes puissantes mais difficiles à convaincre, qui ont souvent un ordre du jour axé sur les aspects financiers.

Vous devriez présenter un « argumentaire » aussi spécifique que possible et le formuler en utilisant un langage qui trouve un écho chez ceux que vous cherchez à influencer. Il peut être bâti autour d'une description de l'importance et de la valeur de la biodiversité pour la société, et devrait englober un message central qui exprime bien les avantages tangibles, ainsi que les coûts associés et les risques de l'approche basée sur le statu quo (*business-as-usual* en anglais). Parmi les avantages tangibles pourraient figurer les revenus, les emplois ou les produits — questions concrètes ayant une résonance politique et électorale, ainsi que financière.

Vous pouvez vous servir de données factuelles que vous avez déjà recueillies et présenter votre argumentaire comme un document bien structuré (et un argumentaire ou une présentation oraux brefs constituent souvent le meilleur complément). Vous devez être prêt(e) à saisir toutes les occasions qui se présentent de présenter les arguments en faveur de la biodiversité.

Vous reconnaîtrez que certaines parties prenantes auront peut-être des contre-arguments aux initiatives ou solutions proposées. Tentez de les anticiper, pour être prêt(e) à relever les défis et à répondre à ces questions de manière appropriée. Réfléchissez aux points de négociation éventuels. Sur quels points les parties prenantes seront-elles disposées à accepter des compromis et qu'est-ce qui constituera la « ligne rouge » qu'elles ne dépasseront en aucun cas ? Vous pouvez dresser votre propre liste de « compromis » et d'options pour les gérer, en déterminant les aspects sur lesquels vous êtes ou n'êtes pas disposé(e) à transiger, afin d'atteindre l'objectif final de l'intégration de la biodiversité dans les stratégies des entreprises et des pouvoirs publics.

La gestion des ressources naturelles peut-elle contribuer aux objectifs de développement nationaux ? L'expérience du Rwanda

En 2006, le gouvernement du Rwanda (soutenu par la PEI du PNUD-PNUJ), a mené une analyse économique de la gestion des ressources naturelles. La dégradation de l'environnement s'est révélée être à l'origine de la pauvreté croissante, de budgets de santé provinciaux en forte hausse et de la perte de sols. La dégradation des sols à elle seule coûtait au pays 2 pour cent de son PIB par an, soit l'équivalent d'une réduction de l'aptitude du pays à nourrir sa population de 40 000 personnes par an. L'érosion des sols aggravait l'envasement et faisait baisser le niveau de l'eau dans les lacs et les réservoirs — d'où le besoin de 65 000 dollars US par jour pour remplacer la capacité hydroélectrique perdue au moyen d'alternatives basées sur les combustibles fossiles.

Ces données factuelles ont joué un rôle crucial au moment de convaincre les décideurs clés du fait que la gestion des ressources naturelles peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement du Rwanda. Le résultat a été l'inclusion de l'environnement comme question transversale dans la Stratégie de développement économique et de réduction de la stratégie (*Economic Development and Poverty Reduction Strategy – EDPRS I*), ainsi que la formulation d'une cible spécifique relative à la lutte contre l'érosion des sols.

Source : PEI (2015)

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Pour présenter un argumentaire en faveur de la biodiversité, il faut disposer d'une base de données factuelles pertinentes et accessibles :

- Des données économiques qui attribuent une valeur aux biens de biodiversité et aux services écosystémiques
- Des données indiquant comment les investissements dans la biodiversité et les services écosystémiques donneront lieu à une réduction des dépenses publiques en efforts de réduction de la pauvreté, d'atténuation des effets des catastrophes, de la sécurité alimentaires, etc.
- Une analyse des coûts de la conservation de la biodiversité vs. les avantages à court et moyen terme qu'elle supposera pour le développement national, ainsi que des coûts de la non-action.

Lors de la rédaction de documents destinés à avoir un impact :

- Soyez clairs et concis
- Transmettez votre message dans les deux premiers paragraphes
- Employez le même style que si vous parliez à quelqu'un — n'adoptez pas un style technique
- Utilisez des études de cas, des encadrés, des citations de personnes clés et des expressions de soutien émanant d'entités de haut niveau pour transmettre votre message.

Utilisez vos connaissances en matière de processus de planification et de budgétisation, en fournissant des informations sous la forme employée par le gouvernement pour sa budgétisation et ses prévisions des revenus et des dépenses.

RESSOURCES

IIED et UNEP-WCMC (2014) Monter un « argumentaire » en faveur de la biodiversité – Conseils et tâches à effectuer pour influencer les pouvoirs publics et le secteur privé : pubs.iied.org/14627IIED.html

Voir comment les membres du projet NBSAP 2.0 présentent leur argumentaire : www.iied.org/making-a-business-case-for-biodiversity

Élaborez un plan d'action pour l'intégration

Servez-vous des informations recueillies durant les tâches précédentes pour élaborer un plan d'action pour l'intégration. Une grande partie de ces informations seront également disponibles dans votre NBSAP et devraient englober (CDB 2012) :

- Les résultats prévus que vous souhaitez obtenir. Ils proviendront pour la plupart de vos cibles NBSAP
- Les arrangements institutionnels qui doivent être mis en place (ou existent d'ores et déjà) pour faciliter le processus d'intégration
- Les approches et outils que vous utiliserez pour soutenir l'intégration
- Un plan de communication qui devrait englober vos messages clés, vos publics cibles et le format dans lequel ces messages seront communiqués (voir la section 5, page 39)
- Un plan de renforcement des capacités pour les institutions et personnes clés (voir la section 5, page 42)
- Un budget et les sources de financement identifiant les sources internes (gouvernement) et externes (bailleurs de fonds)
- Un plan de suivi et évaluation avec des jalons clairs et des indicateurs SMART (voir la section 5, page 45)

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Il est essentiel de formuler des plans d'action dynamiques dotés du bon timing et d'approches souples, adaptatives et opportunistes pour assurer une intégration efficace (FEM 2013).

RESSOURCES

Module de formation 3 de la CDB : L'intégration de la diversité biologique dans les stratégies, politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels : www.cbd.int/nbsap/training/

4. La création de changements systémiques à long terme grâce à la mise en œuvre

L'intégration commence à réussir lorsque les questions et cibles relatives à la biodiversité sont incluses dans les documents comme le plan national de développement et les plans sectoriels (et lors de l'inclusion des objectifs de développement dans votre NBSAP). Mais pour créer de véritables changements à long terme, il faut que les institutions et les systèmes changent durant le processus de mise en œuvre de ces cibles. La présente section se concentre sur les tâches qui peuvent soutenir la mise en œuvre.

Influencez les processus de budgétisation

Les processus de budgétisation gouvernementaux englobent la présentation de leurs dépenses futures et la manière dont ils collecteront des revenus grâce aux impôts et taxes. Cela constitue une occasion cruciale d'exercer une influence, et permet de mobiliser des ressources pour l'intégration et de stimuler des résultats positifs en matière de biodiversité-développement. Mais il s'agit d'un processus complexe et extrêmement politique et il faut sélectionner les points d'entrée corrects.

La PEI du PNUD-PNUE a identifié un certain nombre de points d'entrée potentiels pour l'intégration.

Durant le processus de formulation du budget :

- **Circulaires et lignes directrices budgétaires des ministères des Finances.** Ils engloberont une liste de priorités en ce qui concerne les dépenses publiques. Envisagez d'influencer les ministères des finances pour qu'ils fassent figurer la durabilité environnementale parmi ces priorités
- **Examen des projets d'investissements de capitaux du ministère de la planification.** En général, les projets de capitaux sont examinés pour en évaluer les coûts et les avantages et la manière dont ils contribuent à un ensemble de critères qui traduisent les objectifs nationaux (p. ex. création d'emplois, réduction de la pauvreté). Réfléchissez aux occasions de faire en sorte que la durabilité environnementale devienne un de ces critères
- **Chiffrage des dépenses requises par les agences compétentes.** Les plans de dépense du ministère des Finances doivent présenter des programmes classés par ordre de priorité et chiffrés. Le secteur de la biodiversité dispose souvent de stratégies et de plans d'action bien formulés mais devrait par ailleurs viser à se doter d'une stratégie priorisée et chiffrée en complément.

Durant le suivi et la surveillance des budgets, des Examens des dépenses publiques liées à l'environnement (*Public Environment Expenditure Reviews – PEER*) peuvent être utilisés pour évaluer et suivre tant la quantité que la qualité des dépenses. Ils peuvent être entrepris à intervalles réguliers ou bien institutionnalisés dans le processus budgétaire afin de fournir des données régulières.

L'influence sur les politiques fiscales constitue un dernier point d'entrée. Par exemple, il peut s'agir d'établir des programmes de paiements pour services écosystémiques (PSE), ou encore d'ajuster les subventions pour qu'elles ne soient plus octroyés à des produits néfastes (maux) comme les intrants agricoles chimiques qui nuisent à la biodiversité, mais à des initiatives positives (biens) comme les investissements par les agriculteurs dans la gestion de la faune et la flore sauvages.

Intégration environnementale au sein du ministère ougandais des Finances, de la planification et du développement économique

Les circulaires budgétaires du ministère ougandais des Finances, de la Planification et du Développement économique (MFPED) comportent un appel aux autres ministères pour qu'ils tiennent compte des questions relatives à l'environnement dans leurs plans et budgets respectifs. Les économistes de chaque secteur (qui participent à la surveillance de ce processus au sein du MFPED) ont suivi une formation sur les questions touchant à l'environnement et ont assigné un expert environnemental à ces questions. Leur rôle conjoint consiste à évaluer les considérations environnementales dans les budgets propres à certains secteurs et à veiller à ce que les questions environnementales pertinentes soient identifiées et abordées de façon appropriée.

Cette approche commence à améliorer la compréhension par le MFPED des questions touchant à l'environnement et du rôle qu'il peut jouer pour soutenir le développement national. Par exemple, la compréhension améliorée des revenus générés par le tourisme axé sur la faune a donné lieu à une augmentation du financement destiné à l'Office de tourisme de l'Ouganda pour améliorer le marketing dans le domaine du tourisme. La prise en compte des questions touchant à l'environnement ne se limite pas aux plans et budgets sectoriels ; les capacités sont en train d'être renforcées pour que les questions ayant trait à l'environnement soient prises en compte lors de l'élaboration du cadre macro-économique.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Trouver des moyens de révéler aux décideurs la contribution économique de la biodiversité et des services écosystémiques, et de leur montrer qu'ils sont invariablement sous-estimés dans la comptabilité nationale conventionnelle. Cela peut constituer un argument solide pour accroître les ressources destinées au secteur de la biodiversité.

Intégrez les indicateurs biodiversité-développement dans les systèmes nationaux de suivi

Les systèmes nationaux de suivi suivent les progrès par rapport aux cibles économiques et sociales clés d'un pays et relayent ensuite les informations afin qu'elles puissent être incorporées dans les processus nationaux de prise de décisions économiques. Les ministères chargés du développement et de la planification, parallèlement aux bureaux nationaux des statistiques, mettent au point et surveillent ces systèmes. Vous pouvez inclure des indicateurs qui permettent de suivre les doubles résultats biodiversité-développement dans les systèmes nationaux de suivi, pour contribuer à faire en sorte que :

- Vos cibles soient mises en oeuvre
- Les données factuelles ayant trait à l'impact et aux avantages obtenus soient saisies
- Ces informations soient relayées aux décideurs nationaux de manière à les aider à mieux comprendre la contribution qu'apporte la biodiversité aux objectifs nationaux de développement.

Cette approche est mise en œuvre par l'équipe du NBSAP de la Namibie, qui travaille avec l'agence nationale des statistiques pour élaborer des indicateurs pertinents. L'Encadré 2 donne quelques exemples d'indicateurs pauvreté-environnement qui pourraient être incorporés dans les systèmes nationaux de suivi.

Encadré 2. Exemples d'indicateurs pauvreté-environnement

Ressources naturelles

- Pourcentage des ménages dont la principale source de revenus est liée aux ressources naturelles (Tanzanie)
- Nombre de femmes qui bénéficient de concessions de ressources naturelles
- Propriété ou copropriété féminines de matériel et d'outils de production, de transformation, de commercialisation et d'autres services associés aux ressources naturelles
- Perception des femmes et des hommes qui estiment que le plan opérationnel de cogestion répond bien à leurs besoins et intérêts
- Nombre de plans de gestion forestière comprenant des activités sensibles au genre (p. ex. produits forestiers non ligneux, plantes médicinales, cueillette de plantes sauvages).

Agriculture

- Surface de terres agricoles (en hectares) sous Gestion durable des sols (*Sustainable Land Management* - SLM). La SLM englobe la conservation des sols et de l'eau (p. ex. billonnage en courbe de niveau), l'amélioration de la fertilité des sols (fumier biologique, agroforesterie), collecte de l'eau de pluie et agriculture de conservation (Malawi)
- Perte totale estimée de sols dans les zones cultivées (tonnes/ha/an) (Malawi).

Énergie

- Pourcentage des ménages en milieu rural et urbain qui utilisent des sources d'énergie autres que le bois de feu (y compris le charbon) comme principale source d'énergie pour la cuisson des aliments (Tanzanie)
- Quantité de temps et d'argent consacrée par les femmes et les hommes à l'obtention de sources d'énergie (bois de feu, charbon)
- Nombre/pourcentage de femmes et d'hommes qui adoptent des technologies permettant d'économiser de l'énergie
- Nombre/pourcentage de femmes et d'hommes prenant part à des emplois et formations touchant à l'énergie.

Pêche et aquaculture dans les zones côtières

- Accès et contrôle des ressources clés par les femmes (p. ex. bois de feu, matériaux pour la production d'objets artisanaux, fruits de mer)
- Pourcentage de femmes obtenant des crédits d'entreprise pour des activités liées à la pêche
- Nombre/pourcentage de femmes propriétaires de bassins d'aquaculture
- Nombre de femmes gérant des projets de production efficaces (c.-à-d. exploitations marines, bassins, fermes-zoos, éco-abris)
- Participation des femmes à la planification, aux professions et aux recherches ayant trait aux terres humides, ce à tous les niveaux.

Source : Adapté de PEI (2015)

Soutenez des initiatives qui font preuve de résultats tangibles en matière de biodiversité et de développement

Il est important de soutenir des initiatives au niveau infranational qui font preuve des impacts tangibles que peut apporter la biodiversité à l'économie et aux moyens de subsistance et au bien-être des populations. Ces initiatives doivent être soutenues afin de saisir les enseignements et de concrétiser la variété de résultats en matière de développement (Encadré 1, page 17). Vous devriez par ailleurs contribuer à établir des mécanismes pour que cela puisse être relayé et incorporé dans les processus locaux et nationaux de prise de décisions. Cela supposera éventuellement la préparation des éléments suivants :

- Études de cas
- Ateliers d'exploitation des enseignements avec les décideurs
- Occasions pour les décideurs de rendre visite aux programmes et d'en découvrir eux-mêmes les avantages.

Parvenir aux résultats en matière de biodiversité et de développement de manières innovantes en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud montre actuellement comment la conservation de la biodiversité et la gestion environnementale peuvent contribuer aux priorités nationales de développement, comme la création d'emplois et le soutien au développement rural et à l'agriculture, tout en cherchant à satisfaire les besoins en énergie et en eau.

Depuis 1995, SANBI, en partenariat avec le Département des affaires environnementales, conçoit des programmes multisectoriels afin de restaurer d'importants écosystèmes et zones riches en biodiversité. Il a relié ces efforts à un programme de travail employant beaucoup de main-d'œuvre dans le cadre du Programme élargi de travaux publics (*Expanded Public Works Programme*) du gouvernement. Parmi ces programmes figurent : *Working for Water, Land, Wildlife, Coast, Wetlands* et *Fire* (Travailler pour l'eau, les terres, la flore et faune sauvages, le littoral, les terres humides et le feu). Chacun d'entre eux cherche à conserver et/ou à réhabiliter la biodiversité dégradée tout en réduisant la pauvreté.

Les outils de cartographie scientifiques identifient les domaines prioritaires pour la conservation ou la restauration et éclairent les activités des programmes. Cela permet d'assurer le meilleur retour sur investissement possible, c.-à-d. une restauration réussie, ainsi que de créer des emplois pour un grand nombre de personnes défavorisées et sans emploi.

Ce programme pourrait durer un seul jour ou beaucoup plus longtemps. Le département des travaux publics finance le coût de l'embauche de travailleurs et veille à ce qu'ils soient traités de manière juste et conforme à la loi sur le travail. Étant donné que les allocations chômage n'existent pas en Afrique du Sud, il peut s'agir là de leur unique source de revenus.

Durant l'exercice budgétaire 2013-2014 les programmes « travailler pour » ont réussi à employer l'équivalent de 35 323 personnes originaires de villages adjacents aux zones de projet. Durant la même période, à lui seul, le programme phare, *Working for Water* (Travailler pour l'eau), a réussi à traiter plus de 821 198 hectares de plantes allochtones envahissantes.

Pour un complément d'informations sur ce programme, consulter : www.environment.gov.za/projectsprogrammes

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

En faisant visiter aux décideurs des initiatives de niveau local, on peut les aider à mieux comprendre les liens entre la biodiversité et le développement et améliorer leur engagement à tenir compte des questions touchant à la biodiversité dans leur propre travail.

5. Les activités essentielles tout au long du processus d'intégration

Tout le long du processus d'intégration réciproque de la biodiversité, il y a quelques activités constantes importantes. C'est sur ces activités que porte la présente section.

Communication

Une communication efficace et continue est essentielle pour donner lieu aux changements de comportement, de politiques et de pratiques requis pour l'intégration de la biodiversité. Dès le début du processus de révision du NBSAP et jusqu'à l'utilisation du NBSAP pour éclairer et influencer la prise de décisions en matière de développement, il doit y avoir une communication robuste avec un large public. Pour en assurer l'efficacité maximale, il doit s'agir d'un dialogue au moins bilatéral. Les messages que vous recevez des parties prenantes sont cruciaux pour adapter et aligner vos approches sur celles d'autres entités qui pourraient être vos alliés dans le processus d'intégration, ou bien pour convaincre les antagonistes.

Différents outils et approches de communication seront requis à différents stades, selon votre public et votre message (Tableau 3). À l'instar de votre plan d'action d'intégration, la stratégie de communication devrait s'adapter au fil du temps en fonction de l'évolution du contexte de l'intégration.

Tableau 3. Principales parties prenantes et approches de communication

Public cible	Approche
Décideurs	Notes d'orientation, études de cas, dépliants, vidéos, radio et médias, visites auprès de programmes pertinents, session d'information à l'heure du petit déjeuner/du déjeuner, réunions en personne
Secteur privé	Fiches d'information, études de cas, vidéos, radio et médias, visites auprès de programmes pertinents, p. ex. projets communautaires, entreprises appliquant déjà de bonnes pratiques environnementales, session d'information à l'heure du petit déjeuner/du déjeuner, réunions en personne
Personnalités politiques	Documents d'information, radio et médias, visites auprès de programmes des groupes constituants, discussions avec les électeurs, vidéos, réunions en personne
Grand public	Reportages dans les médias (presse, radio, télévision), panneaux d'affichage, affiches, médias sociaux, concours
Communautés locales	Reportages dans les médias locaux, bandes dessinées, affiches, groupes de théâtre, vidéos, concours

À noter : Le contenu de la quasi-totalité de ces approches devrait être déterminé en commençant par les questions suivantes : « Que veut savoir mon public ? Qu'est-ce qui va trouver un écho chez lui dans sa situation actuelle ? Quelles sont ses priorités ? »

Finis l'alarmisme : reformulation des messages relatifs à la biodiversité en Afrique du Sud

SANBI a abandonné un message alarmiste pour en adopter un dans lequel elle fait remarquer que la biodiversité est un atout national précieux.

En collaboration avec des experts en marketing et en communication, le projet *Making the Case for Biodiversity* (Des arguments en faveur de la biodiversité) a découvert que :

- La proposition la plus robuste pour les décideurs du gouvernement est que la biodiversité est un atout national qui peut contribuer aux priorités de développement du pays
- Le message catastrophiste d'extinctions et d'effondrement imminents, que le secteur de la biodiversité a tendance à utiliser depuis des décennies, non seulement n'a pas d'effet mais, de fait, engendre l'apathie.

Suite à cela, SANBI a mis au point une série de dix études de cas qui montrent en quoi la biodiversité revêt une pertinence pour les questions prioritaires du gouvernement sud-africain — création d'emplois, réduction de la pauvreté et développement rural. Pour aider les autres membres de la communauté de la biodiversité à modifier leur style de communication, SANBI a mis au point une trousse à outils pour élaborer des études de cas qui présentent des arguments en faveur de la biodiversité.

SANBI a par ailleurs commencé à créer un langage commun avec d'autres secteurs. Par exemple, elle utilise désormais le concept des infrastructures écologiques, qui se réfère aux écosystèmes fonctionnant naturellement et fournissant des services précieux, comme l'eau et la régulation du climat, la formation de sols et la réduction des risques de catastrophe. Autrement dit, un équivalent basé sur la nature des infrastructures construites a constitué un concept puissant au moment de mobiliser le Trésor national et les ingénieurs municipaux.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Les NBSAP et la communication sur l'intégration de la biodiversité doivent traduire les intérêts des publics cibles (p. ex. autres secteurs, agences de planification locales et nationales, et ministères des finances).

Le fait de présenter la biodiversité sous un jour positif peut se révéler plus puissant que des « tactiques de choc » dans le bon contexte et peut motiver les publics, au lieu de les aliéner.

En comprenant la manière dont votre public apprécie de recevoir les informations (demandez-le lui avant si possible), puis en adaptant et en présentant votre message de manière à ce qu'il trouve un écho dans ses intérêts et besoins, vous devriez obtenir un impact accru.

Le timing est important. Diffusez vos informations au moment où votre public sera le plus intéressé.

Identifiez et utilisez des messagers crédibles (des experts mais aussi des champions convertis) afin de transmettre votre message.

Envisagez d'avoir recours à des praticiens de la communication pour vous aider à élaborer les bons messages et à trouver le ton approprié.

Les médias visuels peuvent constituer un outil puissant et peuvent être utilisés de manière rentable (p. ex. avec des appareils photo de téléphone portable).

RESSOURCES

La Commission de l'IUCN sur l'éducation et la communication a mis au point un guide pour la communication efficace en vue de l'intégration de la biodiversité : www.iucn.org/about/union/commissions/cec/cec_speciality_groups/cec_cepa_speciality_group/

SANBI a élaboré une trousse à outils pour orienter la mise au point d'études de cas qui peuvent contribuer à présenter des arguments favorables à la biodiversité [pdf] : www.sanbi.org.za/sites/default/files/documents/documents/mtc-case-study-development-toolkitmediumresolution.pdf

Mobilisation et développement des capacités

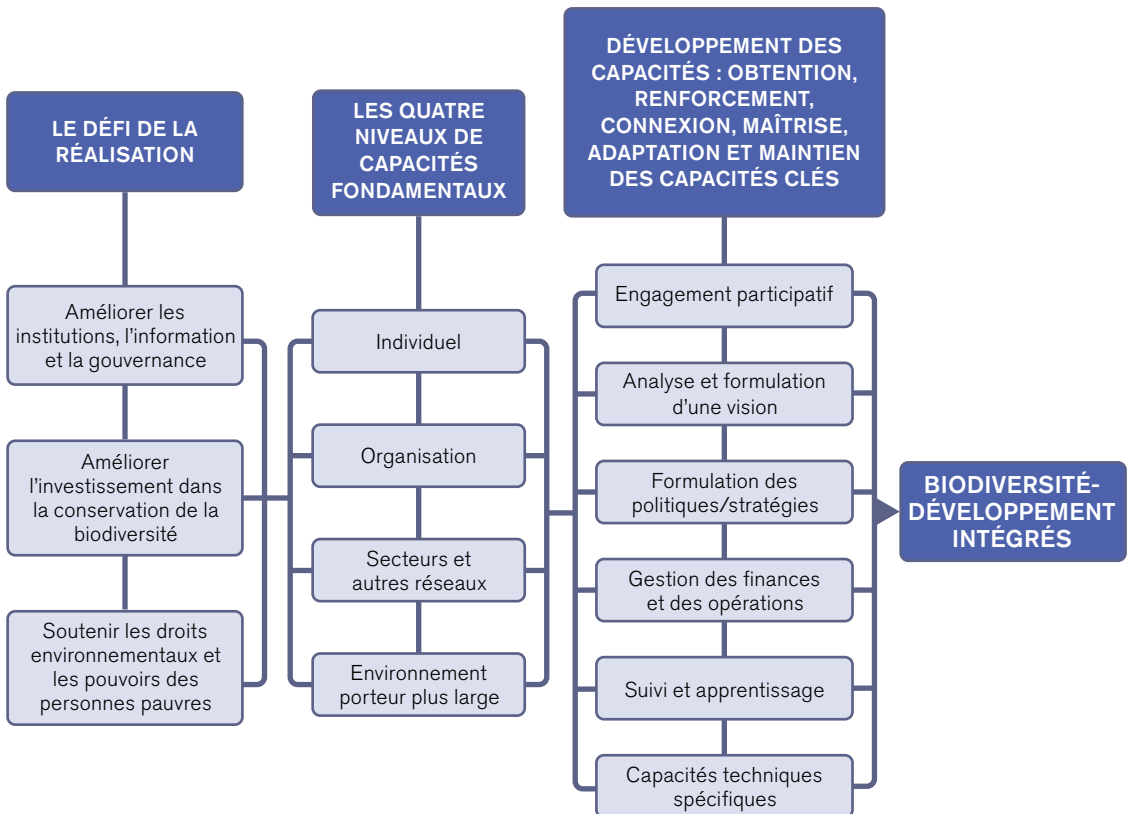
Tout au long du processus d'intégration, il est invariablement nécessaire de développer les capacités des personnes concernées, tant celles qui se chargent de l'intégration que les récipiendaires, qui peuvent mettre en place des changements de politiques générales, de pratiques et de comportements à long terme.

Les besoins en capacités des institutions et des personnes changeront tout au long du processus d'intégration. Il est donc bon d'avoir un plan de développement des capacités régulièrement révisé et qui reste apte à assurer le succès de l'intégration. Vous pourriez envisager d'effectuer une évaluation des besoins qui se concentrerait sur l'évaluation des capacités actuelles, afin de mieux les mobiliser. Parmi les questions examinées par une évaluation de ce type, on peut citer (PEI 2015) :

- Le degré de compréhension parmi les parties prenantes clés des liens biodiversité-développement
- L'aptitude des institutions à travailler ensemble pour soutenir l'intégration
- Les capacités institutionnelles à participer à tous les stades de la planification nationale
- Les capacités techniques pour la mise en œuvre du plan d'intégration.

La Figure 4 donne un aperçu des domaines clés de développement des capacités pour l'intégration de la biodiversité.

Figure 4. Dimensions du développement des capacités



Source : Adapté de Bass (2007)

Améliorer la compréhension des questions relatives à la biodiversité dans l'ensemble des médias du Zimbabwe

Avant le début de 2013, il y avait peu de journalistes au Zimbabwe qui connaissaient véritablement la signification du terme « biodiversité ». De même, seuls quelques-uns d'entre eux savaient pourquoi les entités chargées de formuler les politiques devraient tenir compte de l'impact de la biodiversité dans les décisions prises en matière de développement. C'est pourquoi la couverture médiatique des questions touchant à la biodiversité était infréquent, manquait d'impact et faisait preuve d'une compréhension insuffisante.

Au cours des deux dernières années, l'équipe chargée de la révision du NBSAP du Zimbabwe s'est efforcée d'améliorer la compréhension dans l'ensemble des médias. Elle a organisé un atelier destiné aux journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision, donnant ainsi l'occasion aux journalistes présents de mieux comprendre les menaces pesant sur la biodiversité du pays. Les journalistes ont ainsi appris le détail des activités nuisibles comme l'exploitation des minéraux dans les parcs nationaux et la coupe d'énormes sections d'arbres autochtones pour le processus de séchage du tabac. Les participants ont dit mieux comprendre les questions touchant à la biodiversité et, durant les mois suivants, le nombre de reportages sur l'environnement, dans la presse écrite et à la télévision, a augmenté.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Parmi les approches efficaces de la formation on peut citer :

- L'apprentissage expérientiel — accompagner des membres du personnel et des décideurs haut-placés sur les sites pour qu'ils observent eux-mêmes les questions en présence, p. ex. visites d'étude dans des parcs nationaux, auprès de projets communautaires, etc.
- Organiser le détachement de membres du personnel du secteur de la biodiversité vers des secteurs non environnementaux comme les finances
- Formation spécialisée destinée à des groupes clés qui peuvent changer la situation, p. ex. des journalistes, des membres du pouvoir judiciaire
- Profiter de cours qui existent déjà, comme ceux organisés par l'Institute for Sustainability Leadership de l'université de Cambridge
- Modules d'e-apprentissage, comme ceux disponibles sur le portail du Forum NBSAP
- Formation sur le tas.

Ne vous concentrez pas seulement sur le développement des capacités des personnes, pensez aussi à celles des institutions ; en effet, les personnes peuvent quitter leur poste.

Proposez un soutien technique aux planificateurs du développement pour les aider à incorporer les questions touchant à la biodiversité dans les PND. Les planificateurs du développement reconnaissent que les questions touchant à la biodiversité devraient être incluses, mais n'ont pas toujours les connaissances ou le temps requis pour le faire.

RESSOURCES

Développement des capacités : Un guide du PNUD donne un aperçu de l'approche du PNUD du développement des capacités : www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/capacitybuilding.html

Le kit de ressources pour l'auto-évaluation du Fonds pour l'environnement mondial propose des outils et des approches pour effectuer des évaluations des capacités : www.thegef.org/gef/nscsa

Le portail Web du Forum NBSAP aide les pays à trouver les informations dont ils ont besoin pour élaborer et mettre en œuvre des Stratégies nationales et plans d'action pour la biodiversité (NBSAP) efficaces : nbsapforum.net/#about-us

Vers un développement plus vert : Améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement, OCDE (2012) présente des recommandations pratiques sur la manière de développer les capacités pour un développement plus écologique grâce à l'intégration des préoccupations touchant à l'environnement dans les cadres de politiques et les processus budgétaires : oecd.org/dac/environment-development/enhancingcapacityforgreeningdevelopment.htm

Suivi et évaluation du succès de l'intégration pour en assurer l'amélioration continue

Un système approprié de suivi et évaluation (S&E) doit être en place afin d'orienter le processus d'intégration et d'en évaluer le succès. Le S&E doit se concentrer sur le suivi des aspects suivants :

- **L'efficacité du processus** Évaluer les progrès par rapports aux différentes étapes au fur et à mesure et la qualité du processus par rapport à des critères établis (p. ex. participation, volonté politique, leadership, intégration réciproque)
- **Le contexte de l'intégration** Dans l'idéal il s'agirait d'un examen des changements par rapport aux facteurs qui favorisent, inhibent, stimulent, entravent l'intégration biodiversité-développement
- **Résultats et impacts** L'intégration peut entraîner une gamme de résultats qui comblent l'écart entre les sphères sociales, économiques et relatives à la biodiversité et peuvent avoir lieu au niveau des politiques générales (en amont) ou au niveau de la mise en œuvre (en aval) (voir la section 2, page 16).

Établissez des indicateurs SMART pour les trois domaines du suivi. Étant donné qu'il faut plusieurs années pour démontrer les impacts tangibles de l'intégration, vous devrez établir des jalons en cours de route.

Il existe une large variété d'outils qui peuvent être utilisés pour suivre les progrès par rapport à vos résultats sélectionnés, y compris :

- Les codes du budget public pour la biodiversité et les examens associés des dépenses environnementales peuvent faciliter le suivi des tendances des allocations budgétaires aux activités touchant à la biodiversité
- L'estimation et la comptabilité du capital naturel qui suivent l'évolution des stocks de biodiversité, les avantages qu'ils apportent et les compromis associés entre secteurs concurrents
- L'évaluation environnementale stratégique peut examiner l'impact des politiques et des plans sur la biodiversité.

La plupart des pays auront des systèmes de suivi nationaux, qui leur permettent de suivre les tendances des recettes des exportations, du PIB et de la réduction de la pauvreté. L'incorporation d'indicateurs de biodiversité dans le système de suivi national est elle-même un indicateur du succès de l'intégration (voir la section 4, page 35).

Les enseignements tirés du processus de S&E peuvent impulser un processus d'amélioration continue et fournir des expériences précieuses à partager avec d'autres.

Suivi des progrès de l'intégration — expériences de la PEI et de SANBI

« Le degré de leadership, d'appropriation et de mobilisation cohérente au sein des pays pour ce qui est de promouvoir l'intégration des objectifs ayant trait à l'environnement par des institutions nationales ou infranationales » : tel est l'un des indicateurs du succès de l'intégration selon la PEI. Pour évaluer les progrès à cet égard, la PEI a défini une série de notes descriptives sur la forme que prennent un leadership et une appropriation appropriés dans la pratique. Les progrès sont périodiquement évalués par rapport à ces notes et un examen par des pairs est souvent effectué afin d'introduire un point de vue plus large.

SANBI travaille sur l'intégration dans les politiques et plans nationaux et sectoriels depuis de nombreuses années. Parmi les approches employées ont figuré la promotion de l'aménagement spatial de la biodiversité et l'intégration des questions touchant à la biodiversité dans les plans nationaux relatifs à l'eau et dans les lignes directrices relatives à l'exploitation minière. SANBI mène un suivi du succès de l'intégration en surveillant :

- L'impact sur les politiques générales — en examinant les changements au niveau des politiques et pratiques du secteur clé avec lequel il travaille, et l'impact sur le terrain en termes de l'état des écosystèmes
- Le processus d'intégration — en examinant les changements sur le plan de prise de conscience, du comportement et de la bonne disposition des principales parties prenantes à aborder les préoccupations touchant à la biodiversité. Une mesure de cet aspect réside dans les demandes émanant d'un secteur particulier concernant le développement de l'outil d'utilisation durable pour ses besoins.

ENSEIGNEMENTS ET CONSEILS

Pour définir le succès de l'intégration de la biodiversité il faut expliciter à quoi ressemble le succès du point de vue du développement — en termes de résultats économiques et sociaux, et pas seulement de biodiversité.

Les indicateurs peuvent constituer un outil de communication important pour ces résultats et peuvent contribuer à démontrer les progrès à une variété d'acteurs publics et politiques.

Tentez d'établir des résultats et des indicateurs en collaboration avec les parties prenantes qui ont besoin de soutenir l'intégration. Cela contribuera à améliorer l'appropriation et l'engagement.

Veillez à ce que le suivi soit relié aux calendriers de planification nationaux, p. ex. ceux des cycles nationaux de préparation des budgets et de planification du développement, afin que les informations générées puissent éclairer ces processus.

RESSOURCES

Biodiversity indicators partnership : www.bipindicators.net/

Document de référence sur la définition et l'évaluation du succès de l'intégration : pubs.iied.org/G03828

6. Références

Bass, S (2007) Mobilising capacity for sustainable development. Présentation au Partenariat pauvreté-environnement, 20 juin 2007, Copenhague

CDB (2012) Modules de formation (Version 2.1) Module 3 L'intégration de la diversité biologique dans les stratégies, politiques, plans et programmes sectoriels et intersectoriels nationaux : www.cbd.int/nbsap/training/

FEM (2013) Mainstreaming Biodiversity in Practice. A STAP Advisory Document: www.stagef.org/publications/

Drutschinin, A, Casado-Asensio, J, Corfee-Morlot, J et Roe, D (2015) Biodiversity and Development Cooperation. OECD Working Paper Series. Direction de la coopération au développement, Comité d'aide au développement, OCDE Paris
OCDE (2012) Vers un développement plus vert : Améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement, OECD Publishing : www.oecd.org/dac/environment-development/enhancingcapacityforgreeningdevelopment.htm

PEI (2009) L'intégration des liens entre pauvreté et environnement dans la planification du développement : Manuel de bonnes pratiques : www.unpei.org/pei-pep-publications

PEI (2015) Mainstreaming climate and environment for poverty reduction and sustainable development. A handbook for strengthening planning and budgeting processes (à paraître) : www.unpei.org/pei-pep-publications

SANBI (2014) – Cinquième Rapport national de l'Afrique du Sud à la Convention sur la diversité biologique, mars 2014: www.cbd.int/nbsap/search/default.shtml



Financement et déni de responsabilité

Le projet NBSAP 2.0 est financé par l'Initiative Darwin du gouvernement britannique, qui aide les pays riches en biodiversité mais pauvres en ressources financières à mettre en œuvre leurs engagements aux termes des conventions internationales sur la diversité biologique. Le projet bénéficie également du concours financier de UKaid du gouvernement britannique ; néanmoins, les points de vue exprimés ici ne reflètent pas nécessairement ceux du gouvernement du Royaume-Uni.

La production de ce guide a bénéficié du soutien du projet *Support to GEF eligible countries for achieving Aichi Biodiversity Target 17 through a Globally Guided NBSAPs Update Process* financé par le Fonds pour l'environnement mondial et mis au point par le PNUD et le PNUE.

Ce document a été produit grâce au concours financier de l'Union européenne.

Le contenu du présent rapport ne traduit pas nécessairement les points de vue ou politiques du PNUE, des organisations ayant apporté leur contribution ou des rédacteurs. Les désignations employées et les présentations de supports dans ce rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part du PNUE ou des organisations ayant apporté leur contribution, des rédacteurs ou des éditeurs quant au statut juridique de tout pays, territoire, ville ou ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières ou limites ou la désignation de son nom, de ses frontières ou limites. La mention d'une entité ou d'un produit commerciaux dans cette publication n'implique pas l'appui du PNUE.

Qu'est-ce que l'Initiative NBSAP 2.0 ?

NBSAP 2.0 Intégration de la biodiversité et du développement est un projet sur trois ans qui a pour objectif d'élaborer des Stratégies et des plans d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP) qui soient résilients et efficaces. Ces plans et stratégies entendent influencer les décisions de développement et améliorer les résultats en matière de conservation de la biodiversité et de réduction de la pauvreté.

Déployé dans quatre pays d'Afrique – le Botswana, la Namibie, l'Ouganda et les Seychelles – le projet encourage le leadership en matière d'intégration de la biodiversité. Il met en avant l'expérience de ces quatre pays phares afin d'influencer toute une nouvelle génération de NBSAP.

Le projet est mis en œuvre par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et le Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE (PNUE-WCMC) en collaboration avec le secrétariat de la CDB, le PNUE, le PNUD et l'Initiative Pauvreté-Environnement (PEI).

Citation : IIED et PNUE-WCMC (2015) L'intégration de la biodiversité et du développement : conseils et tâches à effectuer tirés de l'expérience africaine. IIED, Londres

Souhaitez-vous intégrer les préoccupations touchant à la biodiversité dans les politiques et la planification dans le domaine du développement ? Prenez-vous part à la planification du développement à l'échelle nationale ou sectorielle et voulez-vous mettre en relief la contribution qu'apporte la biodiversité au développement économique et social, en plus de définir des manières d'améliorer cette contribution ?

Ou peut-être souhaitez-vous intégrer les préoccupations touchant au développement dans les politiques et la planification dans le domaine de la biodiversité ? Êtes-vous chargé(e) d'élaborer ou de réviser une Stratégie et plan d'action nationaux sur la biodiversité (NBSAP) et voulez-vous veiller à ce qu'ils soutiennent véritablement la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale ?

Dans les deux cas, ces conseils vous sont destinés. Ils ont pour objectif d'aider les gens à :

- Mieux utiliser l'opportunité que constitue la révision des NBSAP
- Comprendre le processus d'intégration — de la biodiversité dans le développement et du développement dans la biodiversité — et à découvrir des outils et approches utiles
- Acquérir l'aptitude et les compétences requises pour sélectionner, assembler, analyser et présenter des données convaincantes sur les liens entre la biodiversité et les priorités nationales en matière de développement
- Mettre au point une stratégie de communication.

Pour un complément d'informations, veuillez contacter Dilys Roe à l'IIED : dilys.roe@iied.org ou John Tayleur: John.Tayleur@unep-wcmc.org

www.iied.org/nbsaps

L'IIED promeut le développement durable, en reliant les priorités locales aux défis mondiaux. Nous soutenons certaines des populations les plus vulnérables du monde pour mieux faire entendre leurs voix dans la prise de décisions.

Institut international pour l'environnement et le développement
80-86 Gray's Inn Road, London WC1X 8NH, UK
Tel: +44 (0)20 3463 7399
Fax: +44 (0)20 3514 9055
email: info@iied.org
www.iied.org

[@iied](https://www.facebook.com/theIIED)
www.facebook.com/theIIED
Télécharger d'autres publications à partir de www.iied.org/pubs



Knowledge
Products

Outil

Mars 2015

Biodiversité

Mots clés :
Intégration, Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité, Convention sur la diversité biologique (CDB)

